



enda-tiers monde

# PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

Vol. III N° 4

Mai 2002 - Juillet 2002

## ADPIC : Le groupe africain propose des solutions aux problèmes liés à l'usage effectif des licences obligatoires

A la réunion qu'il a tenue du 25 au 27 juin 2002, le Conseil des ADPIC a poursuivi ses débats sur la question du paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'accès aux médicaments. Il a également adopté une décision permettant aux PMA d'étendre jusqu'à 2016, la période durant laquelle ils ne sont pas tenus d'octroyer des brevets sur les produits pharmaceutiques.

S'agissant du paragraphe 6, les discussions se sont basées sur une série de propositions soumises notamment par l'Union européenne (UE) (IP/C/W/352) demandant une exception à l'Article 31f et une interprétation extensive de l'article 30 des ADPIC; les Etats-Unis (IP/C/W/358) plaidant pour un moratoire ou un «waiver» sur l'Article 31(f); et le Brésil, au nom de plusieurs pays en développement (IP/C/W/355) proposant une interprétation collective de l'Article 30 (voir PASSERELLES, synthèse sur le commerce et le développement durable Vol 1 No 2, avril 2002, [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/02-04-11/story1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-04-11/story1.htm)).

La problématique des licences obligatoires prévues dans l'Accord sur les ADPIC peut être ainsi libellée: les Membres ayant des capacités de fabrication insuffisantes ont des difficultés à user effectivement du droit de délivrer des licences obligatoires pour la production de médicaments génériques. C'est notamment le cas de l'écrasante majorité des pays africains qui ne disposent que d'une industrie pharmaceutique balbutiante ou tout simplement inexistante. C'est pourquoi la plupart de ces pays ne peuvent qu'importer de tels médicaments. Pourtant l'Article 31 (f) des ADPIC sur les licences obligatoire précise qu'une telle licence « sera autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du membre qui a autorisé cette utilisation ». Reconnaisant cette réalité, le paragraphe 6 de la déclaration de Doha donne pour instruction au conseil des ADPIC de trouver une solution rapide à ce problème et de faire rapport au Conseil Général avant la fin de 2002.

Par une note datée du 24 juin 2002 au Comité des ADPIC, Le Groupe africain a proposé une série de solutions tendant à rendre effectif l'usage des licences obligatoires pour ces pays aux infrastructures pharmaceutiques insuffisantes. Cette proposition (IP/C/W/351) est la suite formalisée d'une réaction du Groupe africain articulée autour de la suppression pure et simple de la référence à l'approvisionnement du marché intérieur dans l'article 31f et de l'adoption de mesures incitatives en faveur du transfert de technologies, lors de la session extraordinaire du Conseil des ADPIC tenue le 8 mars 2002. C'est cette réaction qui a été revue, étoffée et présentée par écrit au Comité des ADPIC le 24 juin 2002.

Concernant l'article 31, le Groupe africain propose trois options possibles, soit un amendement à la disposition, la suppression pure et simple du paragraphe (f) ou une addition à ce paragraphe précisant qu'il ne s'applique pas aux mesures adoptées pour la protection de la santé publique. La soumission vise également à étendre la notion de « marché intérieur » pour épouser les contours régionaux comme les zones de libre-échange, les unions douanières ou d'autres arrangements provisoires. Elle propose, en outre, que le terme « principalement » à l'Article 31 (f) soit interprété comme signifiant que jusqu'à 49,9% de la production peut être exportée. Concernant d'éventuels différends, le texte propose, un moratoire général sur les plaintes contre tout Membre qui prend des mesures pour faire face à la crise internationale dans le domaine de la santé dans les pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas. Les périodes de transitions devraient être également étendues pour ces pays. Finalement, dans le but d'éviter que des médicaments importés soit ensuite réexportés, pour le marché domestique.

Au cours de la réunion, les deux « groupes » de pays en développement - groupe africain et groupe mené par le Brésil - ont précisé que leurs soumissions respectives ne s'opposaient pas mais, au contraire se complétaient. Plusieurs observateurs ont pourtant souligné que la proposition du groupe africain s'efforçait d'offrir une solution plus globale à la problématique de l'accès aux médicaments. L'approche de ces deux groupes doit également être remise dans son contexte. Le groupe mené par le Brésil comprend plusieurs pays ayant une importante industrie de médicaments génériques (Inde, Brésil) alors que le groupe africain essaye avant tout d'assurer un accès aux médicaments traitant des maladies telles que le SIDA à des prix abordables.

Le Secrétariat préparera une note contenant les éléments possibles d'une décision sur le paragraphe 6 qui sera discutée lors de la session informelle du Conseil des ADPIC le 25 juillet prochain.

### Décision sur le paragraphe 7 adoptée

#### Sommaire

Eclairages sur les négociations commerciales De Doha à Cotonou	2
Pour ou contre une protection plus forte des indications géographiques	4
Agriculture : Divergences à propos des crédits et des subventions à l'exportation et de l'aide alimentaire	6
OMPI : Les membres du comité intergouvernemental divisés à la réunion sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels	11
Sixième Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique	12
Sommet du G8: Un plan d'action pour l'Afrique	15

Outre le paragraphe 6, la réunion du 25 au 27 juin a adopté une décision permettant aux PMA d'étendre jusqu'à 2016 la période de transition durant laquelle ils ne sont pas tenus d'octroyer des brevets sur les produits pharmaceutiques. Celle-ci formalise la décision adoptée au paragraphe 7 de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'accès aux médicaments. Ils ont en outre accordé une exemption (waiver) aux PMA leur permettant de déroger à

(suite à la page 19)

# Eclairages sur les négociations commerciales De Doha à Cotonou

## Questions soulevées par la proposition de mandat de négociation de la CE

Dr Sanoussi Bilal – ECPDM – ODI

La Commission européenne (CE) a adopté, le 9 avril 2002, une proposition de Directives pour les négociations des accords de partenariat économique (APE) avec les pays et les régions ACP.<sup>1</sup> Le 'mandat de négociation', présenté au Conseil européen, fournit le cadre dans lequel la Commission sera autorisée par les Etats Membres de l'Union européenne (UE) à mener avec les ACP des négociations sur de nouveaux arrangements commerciaux, comme prévu dans l'Accord de Cotonou.

Le mandat de la CE expose les objectifs de l'UE pour les négociations. Il délimite également la marge de manœuvre dont dispose la Commission durant les négociations. Dans une large mesure, le processus et les résultats des négociations dépendront de la flexibilité que le mandat assure à la Commission pour la prise en compte des préoccupations et des intérêts des pays ACP.

La proposition de mandat de la CE confirme la position adoptée par la Commission sur le format et le contenu général des négociations sur les APE, avec les ACP. Essentiellement, le mandat réaffirme l'objectif transversal de développement des économies ACP. Dans ce contexte, les APE doivent être un instrument pour le développement. Ils reposeront sur les principes d'accords de libre-échange réciproques, avec les régions ACP, accords pleinement compatibles avec les règles de l'OMC et prévoyant un traitement différencié et asymétrique. Les accords devraient également comprendre les questions liées au commerce (investissement, politique de la concurrence, environnement, mesures sanitaires et phytosanitaires, etc.) ainsi que d'autres politiques d'accompagnement ACP appropriées et des mesures de soutien de l'UE.

Toutefois, la proposition de mandat soulève des questions et des préoccupations de nature général ainsi que de nature plus spécifique.

### Objectif de développement

La proposition de mandat de la CE met l'accent sur l'importance que revêt le développement. Elle ne précise toutefois pas dans quelle mesure les préoccupations de développement seront pleinement prises en compte dans les négociations commerciales. En d'autres termes, est-il automatiquement supposé que le commerce est bon pour le développement ou des mesures spécifiques seront-elles également incluses dans les accords pour assurer un développement durable dans les pays ACP ?

Par exemple, le mémorandum explicatif de la proposition de mandat indique : '[a]fin de maximiser les avantages des APE, il est donc essentiel que les négociations et la mise en œuvre des APE soient associées à des politiques d'accompagnement ACP et que des mesures appropriées de soutien de l'UE soient incluses dans le

financement normal du FED (Fonds européen de développement). (section 2.2, p. 4).

Les implications concrètes de ceci ne sont pas claires. L'adoption de politiques ACP appropriées sera-t-elle comprise dans le champ des négociations ? Et si tel est le cas, dans quelle mesure ceci sera-t-il appuyé par l'UE et comment ? De nouvelles opportunités de financement seront-elles incluses dans le financement normal du FED, et dans ce cas, les négociations porteront-elles sur le commerce et l'aide ? Ou l'enveloppe de financement FED actuel sera-t-elle réaffectée pour répondre aux prescriptions des APE (au détriment potentiel d'autres activités antérieurement financées), comme cela est suggéré par la référence au 'financement FED normal' ?

Pour réaliser les avantages potentiels des APE, une approche systématique et cohérente de cette question de politique centrale est cruciale. La Commission est-elle en train de mettre en place des programmes parallèles de soutien destinés à prendre en compte les contraintes de l'offre rencontrées par les ACP, afin que ceux-ci soient en mesure de tirer profit des nouvelles préférences commerciales qui leur sont accordées ?

### Compatibilité avec l'OMC

Avec le Cycle parallèle de Doha, en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la compatibilité avec les règles de l'OMC est une cible mobile. L'incertitude est due, entre autres aux éléments suivants :

- La révision de l'article XXIV du GATT sur l'accord régional (importante pour les produits visés, les périodes de transition et l'asymétrie possible et le traitement différencié des APE) ;
- Le réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié ;
- Les négociations sur l'agriculture (et leur impact potentiel sur la PAC et sur les Protocoles concernant les produits de base) ;
- Les négociations sur les services ;
- Les progrès réalisés sur les questions liées au commerce (investissement, concurrence, environnement, mesures sanitaires et phytosanitaires – SPS -, passation des marchés publics, etc.) et leur pertinence pour les pays en développement ; et
- Les mesures relatives à l'assistance technique.

Comment la Commission compte-t-elle coordonner les négociations sur les APE et à l'OMC ? Quelles implications Doha aura-t-il sur le contenu et le calendrier des négociations APE ?

### Principes de l'accès aux marchés

La Commission (M. Pascal Lamy, DG Commissaire au commerce) avait initialement envisagé la possibilité d'octroyer l'accès en franchise de droits au marché de la Communauté à tous les produits en provenance des pays ACP, élargissant ainsi l'initiative 'Tout sauf les armes' (actuellement réservée à tous les pays les moins avancés – PMA) à tous les pays ACP. Toutefois, la proposition de mandat

<sup>1</sup> Commission des Communautés européennes, 'Recommandations en vue d'une Décision du Conseil autorisant la Commission à négocier des Accords de partenariat économique avec les pays et les régions ACP', SEC (2002) 351 final, 9 avril 2002. [http://europa.eu.int/comm/trade/bilateral/acp/nsp\\_acp.htm](http://europa.eu.int/comm/trade/bilateral/acp/nsp_acp.htm)

de la CE ne va pas jusqu'à prendre un tel engagement explicite et spécifie simplement, actuellement, que 'la Communauté devrait améliorer davantage l'accès actuel à son marché pour les produits en provenance des pays ACP.'

Ceci veut-il dire que les pays ACP non-PMA pourraient avoir un accès au marché de la Communauté moins favorable que celui dont bénéficient les pays PMA ACP (qui bénéficieront d'un accès total en franchise aux marchés de la CE d'ici 2008, au titre de l'Initiative Tout sauf les armes) ? Si tel est le cas, comment la cohésion du groupe et des régions ACP serait-elle préservée ? Comment ceci serait-il compatible avec les APE régionaux ?

### Le cas des PMA ACP

Avec l'initiative Tout sauf les armes en faveur des PMA, quel intérêt les PMA ACP ont-ils à adhérer à un accord de partenariat économique ? Particulièrement, les avantages potentiels découlant de l'accès réciproque aux marchés, les éléments liés au commerce d'un APE et la réduction des obstacles techniques au commerce de l'UE (au-delà des engagements au titre de l'OMC) compenseraient-ils les coûts d'ajustement et de mise en œuvre associés à l'adhésion à un APE réciproque pour les PMA ACP ? Comment la proposition de mandat EC prévoit-elle l'inclusion d'un soutien approprié pour les PMA ACP (d'un intérêt majeur pour ces pays) ?

### Alternatives aux APE

L'article 37.6 de l'Accord de Cotonou mentionne : '[E]n 2004, la Communauté évaluera la situation des pays non-PMA qui, après consultations avec la Communauté, décident qu'ils ne sont pas en mesure d'adhérer à des accords de partenariat économique et examinera toutes les autres possibilités, afin d'assurer à ces pays un nouveau cadre des échanges qui soit équivalent à leur situation actuelle et conforme aux règles de l'OMC.'

La proposition de mandat de la CE ne dit rien d'un cadre d'échanges alternatif possible, si certains pays ACP n'étaient pas en mesure d'adhérer à des APE. Quel serait alors le mandat de la Commission pour négocier un tel cadre alternatif ?

### Configuration des négociations

La proposition de directives pour les négociations des APE indique que '[l]es négociations effectives démarreront au niveau régional en janvier 2003 au plus tard' (Section 10).

L'intention de la Commission est simplement d'obtenir une indication claire des pays ACP sur la configuration régionale des négociations (qui étaient dues au plus tard en décembre 2001) et de démarrer des négociations de fond sur les APE aussi tôt que possible.

Cette approche peut toutefois ne pas être compatible avec le consensus qui se dégage entre les pays ACP suggérant une structure différente, et qui envisage de mener les négociations en deux étapes.

Durant la première phase, démarrant en septembre 2002, la commission négocierait avec la totalité du Groupe ACP, non seulement sur le format, la structure et les principes des négociations, mais aussi sur les questions présentant un intérêt commun pour tous les pays ACP (portée du traitement différentiel, statut des PMA, compatibilité avec l'OMC, règles d'origine, cadre général du com-

merce des services, etc.). Les négociations ne seraient menées à un niveau ACP désagrégé qu'à un stade ultérieur. Suivant cette approche, il est évident que la date limite stricte de janvier 2003 imposée par la Commission serait peu appropriée.

Dans ce contexte, comment la Commission prendrait-elle en compte les préoccupations des pays ACP, si le Groupe ACP décidait formellement d'adopter cette approche en deux étapes ? Le mandat peut-il être reformulé pour prévoir une certaine flexibilité ? Les négociations peuvent-elles être menées en parallèle au niveau régional et à tous les niveaux ACP ? Que se passera-t-il si le Groupe ACP n'est pas en mesure d'identifier les groupements régionaux appropriés d'ici janvier 2003 (car la configuration devrait être liée au contenu des négociations et donc aux progrès réalisés dans les négociations à tous les niveaux ACP) ?

### Questions relatives à l'accès aux marchés

**Protocoles concernant les produits de base :** Quel est l'avenir des Protocoles concernant les produits de base ? L'article 36.4 de l'Accord de Cotonou spécifie que 'les Parties réaffirment l'importance que revêtent les protocoles concernant les produits de base, rattachés à l'annexe V de cet Accord. Elles conviennent de la nécessité de les réexaminer dans le contexte des nouveaux arrangements commerciaux, en particulier en ce qui concerne leur compatibilité avec les règles de l'OMC, en vue de préserver les avantages qui en découlent, en gardant à l'esprit le statut juridique spécial du Protocole relatif au sucre.'

Comment cette prescription juridique peut-elle être intégrée au mandat de la CE, qui suggère la suppression des droits de douane et la libéralisation des échanges (section 3.2 de la proposition de directives) ? Comment les avantages du protocole concernant le sucre pourraient-ils être préservés dans un contexte libéralisé ? En d'autres termes, que signifie 'le protocole concernant le sucre sera réexaminé dans ce contexte', comme l'indique la proposition de directives ?

**Calendrier différencié :** Pourquoi le calendrier de la levée des restrictions quantitatives ('sur l'entrée en vigueur des APE', section 3.3 de la proposition de mandat de la CE) est-il différent de celui de la suppression des droits de douane (section 3.2) qui prévoit une période de transition ? Qu'est-ce qui peut justifier ce calendrier spécial pour les restrictions quantitatives ?

**Antidumping :** La proposition de mandat de la CE spécifie que pour l'antidumping, 'la Communauté prêterait une attention spéciale à la situation économique et sociale particulière des pays ACP concernés' (section 3.3). Que signifiera ceci ? Ne serait-il pas plus simple et plus favorable pour les pays ACP d'avoir une disposition limitant ou supprimant le recours aux mesures antidumping, qui peuvent servir d'obstacles au commerce très restrictifs ? Les exportateurs ACP ayant une capacité limitée ne pourront jamais survivre face au harcèlement potentiel des producteurs européens ayant des importations concurrentielles qui choisiraient de recourir de manière régulière aux procédures antidumping.

### Règles d'origine

Le mandat de la CE mentionne également que '[l]es négociations seront fondées sur les règles d'origine et les méthodes de coopéra-

(suite à la page 19)

# Pour ou contre une protection plus forte des indications géographiques

Par Dwijen Rangnekar

S'il est évident que les indications géographiques (IG) sont à l'ordre du jour de la nouvelle série de négociations de l'OMC, les Membres sont en profond désaccord sur la portée des discussions requises. En particulier, de profondes divergences existent sur la question de l'extension à d'autres produits du niveau élevé de protection prévu pour les vins et spiritueux au titre de l'article 23 de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Certains pays, développés et en développement, mettent l'accent sur le fait qu'il y a un mandat clair pour des négociations sur l'extension des indications géographiques. D'autres comme l'Argentine, insistent sur le fait qu'il n'y a pas un tel mandat, soit en ce qui concerne la conduite de négociations, soit en ce qui concerne 'les actions appropriées' qui pourraient être justifiées.

Naturellement, des questions se posent concernant la possibilité et l'efficacité de l'élargissement du champ d'application d'un niveau plus élevé de protection des indications géographiques. La plus importante est la suivante : l'extension des indications géographiques apportera-t-elle les avantages économiques escomptés par les demandeurs ? Une étude détaillée du pour et du contre de l'extension des indications géographiques est une nécessité pressante. Le présent article tente brièvement de prendre en compte les questions posées.

## Qu'entend-t-on par indications géographiques ?

Les 'indications géographiques' (IG) en tant qu'instrument de protection de la propriété intellectuelle, sont pour beaucoup une invention de l'Accord sur les ADPIC reflétant les succès des Communautés européennes dans les négociations. Alors même que d'autres Membres de l'OMC, notamment la Suisse et certains pays en développement, s'intéressaient à l'inclusion des IG dans les ADPIC, le rapport de force dans les négociations a fait que le texte sur les IG dans le 'Texte de Dunkel' reflète en fin de compte nombre des dispositions d'une proposition des EC déjà présentée en 1990.

Le concept d'indications géographiques est étroitement lié aux anciens instruments de protection fondés sur le traité de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), notamment les 'indications de source' (au titre de l'Accord de Madrid) et les 'appellations d'origine' (aux termes de l'Accord de Lisbonne). Le premier reste étroitement centré en tant que mesure aux frontières cherchant à bloquer l'utilisation fautive ou trompeuse d'indications sur le pays d'origine d'un produit. Par contre, les 'appellations d'origine' renvoient à un concept qui lie un lieu géographiquement désigné (pays, région, localité) servant de nom à un produit à des aspects de la qualité du produit. En conséquence, les 'appellations d'origine' sont considérées comme une marque qui nécessite que la qualité (c'est-à-dire les caractéristiques d'un produit) puissent essentiellement être attribuées à la région géographique d'origine du produit (c'est-à-dire sol, climat, compétences humaines spécifiques). Toutefois, l'Accord de Lisbonne reste li-

mité à l'établissement d'un système international d'enregistrement d'appellations qui sont protégées dans le pays d'origine. Différentes insuffisances ont été notées lors des discussions pré-ADPIC à l'OMPI : par exemple, il a été souligné que la distinction entre 'indication de source' et 'appellations d'origine' était une fausse dichotomie et qu'une focalisation étroite sur des appellations qui étaient des 'noms géographiques directs' était biaisée au détriment d'autres appellations. En conséquence, l'article 22.1 des ADPIC entend par indications géographiques, de manière large : des indications qui servent à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un Membre, ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique.

Une lecture attentive clarifie l'étendue du concept :

- On doit entendre les indications géographiques comme un concept général qui indique 'l'origine géographique' d'un produit dans un pays donné, ou une région ou localité donnée : en d'autres termes, la notion se concentre maintenant sur les 'indications qui servent à identifier un produit'. Les appellations qui ne sont pas des 'noms géographiques directs' (telles que Basmati) sont également possibles.

- La 'réputation' est un élément supplémentaire qui constitue la notion d'indication géographique, allant ainsi au-delà de la focalisation de l'Accord de Lisbonne sur 'la qualité et les caractéristiques' d'un produit.

L'enthousiasme et l'intérêt de pays Membres spécifiques sont associés à deux aspects clés des indications géographiques : le lien entre indications géographiques, et produits agricoles et la possibilité de protéger des produits ayant des qualités spécifiques découlant de compétences propres à un site. Ces possibilités sont considérées comme étant potentiellement utiles pour la protection des connaissances et des droits des communautés.

Alors même que l'Accord sur les ADPIC a fait des avancées importantes dans le développement du concept d'indications géographiques, le champ d'application de ce concept est limité par la hiérarchie explicite de la protection :

**Protection de base :** Toutes les indications géographiques doivent être protégées contre toute utilisation qui pourrait induire le public en erreur ou constituer un acte de concurrence déloyale (tel que défini dans la Convention de Paris). Les Membres doivent fournir un mécanisme juridique (non défini dans l'Accord) aux parties concernées pour empêcher l'utilisation de toute appellation qui désigne l'origine d'un produit. En outre, l'obligation dépend de la protection continue de l'indication géographique dans le pays d'origine (article 24.9).

**Protection additionnelle pour les vins et spiritueux :** Les vins et spiritueux bénéficient de trois éléments additionnels de protection – (a) la protection est 'absolue' et interdit la traduction des indications géographiques ou l'ajout d'expressions telles que 'genre', 'type', 'style', ou 'imitation' ; (b) l'obligation de refuser



ou d'invalider l'enregistrement de marques de fabrique qui constituent ou contiennent des indications géographiques (article 23.2) ; et (c) l'obligation d'engager des négociations pour accroître la protection (article 24.1). Deux obligations additionnelles (et fortement litigieuses) nécessitent la protection de chaque indication géographique en cas d'homonymie des indications et l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins.

C'est la hiérarchie ci-dessus qui est au cœur du débat actuel sur les ADPIC. Bien que de nombreux pays en développement considèrent qu'ils ont (une fois de plus) 'raté le coche', le débat sur les indications géographiques recoupe le clivage traditionnel Nord-Sud sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) et reflète également le clivage entre le 'nouveau' et 'le vieux' monde. Ce sont ces divergences complexes sur le sujet qui soulèvent deux grandes séries de questions. En premier lieu, quelles sont les réserves de ceux qui s'opposent aux indications géographiques et y a-t-il un bien-fondé quelconque à ces réserves ? En second lieu, quels sont les avantages et les écueils de l'extension des indications géographiques ?

### Éléments clés du débat

Il est crucial de reconnaître, dès le départ, le caractère discriminatoire et imbriqué de l'impasse actuelle où l'on se trouve concernant les indications géographiques. L'existence d'un double système de protection des indications géographiques – un pour les vins et spiritueux et l'autre, plus faible, pour les autres produits – est considéré discriminatoire. De nombreux pays ayant des indications géographiques bien connues n'ont pas été en mesure de s'assurer une 'protection additionnelle' au titre de l'Accord sur les ADPIC. Paradoxalement, ils ont plutôt été contraints de fournir un niveau de protection plus élevé pour les vins et spiritueux alors même que ces mêmes indications sont jugées 'génériques' ou 'semi-génériques' dans les marchés clés tels que les États-Unis et le Canada.

En outre, il y a une perception forte que des indications bien connues sont 'détournées' dans les marchés extérieurs (voir encadré ci-dessous). Étant donné que la nouvelle série de négociations a été qualifiée de 'round du développement', il est crucial que de telles perceptions soient prises en compte.

Reflétant le marchandage dans des négociations commerciales multilatérales, tout mouvement sur les indications géographiques sera nécessairement subordonné à des concessions ailleurs. Les relations bilatérales sont également pertinentes. Ainsi, l'Australie a, à maintes reprises utilisé le débat sur les indications géographiques au Conseil des ADPIC pour attirer l'attention sur ses arrangements bilatéraux avec l'UE pour la protection des vins et spiritueux. Toute solution de cette question nécessitera la prise en compte du pour et du contre des avantages et des concessions proposés.

### Arguments pour et arguments contre

Parmi les principales raisons avancées pour s'opposer à l'extension des indications géographiques, certains Membres de l'OMC citent les coûts et charges potentiels, tels que de nouvelles règles administratives, des implications sur les échanges, et des conflits potentiels évidents entre producteurs de différentes régions. En évaluant ces points, il faudrait garder à l'esprit les facteurs suivants :

- Ces préoccupations s'appliquent à presque toute règle découlant des négociations commerciales multilatérales. Il est très rare qu'une nouvelle règle commerciale entraîne des avantages pour tous les participants. Il est également important de faire une différence entre les coûts fixes ponctuels associés à l'établissement de nouvelles règles administratives et les coûts permanents de la gestion du système.

- Les Membres sont déjà obligés de fournir des moyens juridiques aux parties intéressées pour empêcher le recours trompeur aux indications géographiques. En conséquence, l'extension d'une protection forte des indications géographiques à d'autres produits ne devrait pas impliquer de charge administrative supplémentaire importante. L'application effective des indications géographiques dépendra de l'action initiée par les demandeurs. C'est-à-dire : pour appliquer la protection sur les marchés extérieurs, les demandeurs devront établir des systèmes internes pour la protection des indications géographiques – une condition préalable pour assurer la protection des IG sur les marchés extérieurs – et entreprendre activement l'application de la même protection dans les marchés extérieurs. En outre, comme le note une étude de la CNUCED, les ADPIC n'imposent pas un système particulier de protection, ce qui permet aux Membres d'exploiter les différences de coût possibles associées à différentes options, par exemple un système administratif géré par les autorités gouvernementales, ou alors, un système juridique reposant sur l'initiative privée.

### Controverse sur le Basmati

Cette controverse est née avec l'octroi, en 1997, à RiceTec, d'un brevet américain sur une variété de riz. Le brevet, qui a été par la suite contesté par le gouvernement indien et qui a vu beaucoup de ses allégations rejetées, concernait le développement d'une variété semi-naine ayant 'des caractéristiques similaires ou supérieures à celles du riz basmati de bonne qualité'. En outre, le brevet spécifiait que certaines caractéristiques de la plante et du grain basmati ne dépendaient pas de l'environnement de culture. Ce point de vue, qui laisse entendre que le 'basmati' est un type de riz parfumé, est répété par la USA Rice Federation, le groupe de lobby industriel, dans un communiqué de 1998 et par la suite confirmé par les décisions du Département américain de l'agriculture (USDA) et par la Commission américaine fédérale du commerce (US FTC), en réponse aux pétitions déposées par un collectif d'organisations de la société civile américaines et indiennes. Les pétitions cherchaient à faire établir une décision qui empêcherait l'utilisation du terme 'basmati' dans la publicité sur le riz cultivé aux États-Unis. Bien qu'elles aient constitué une initiative stratégiquement importante, les pétitions n'ont pas été bien documentées et ont donc été rejetées. Ni le USDA, ni la US FTC n'ont considéré que l'étiquetage du riz comme basmati 'cultivé en Amérique' était trompeur et en outre, les deux autorités ont jugé que 'basmati' était un terme générique. Cette décision tranche fortement sur les réglementations relative à la commercialisation en vigueur au Royaume-Uni et en Arabie saoudite, où seules des variétés particulières de riz parfumé du sous-continent indien sont acceptées comme basmati. Une des leçons de cette expérience est la nécessité d'une application effective de la protection des IG sur les marchés extérieurs, un effort qui nécessite des compétences juridiques.

(suite à la page 20)

## Agriculture : Divergences à propos des crédits et des subventions à l'exportation et de l'aide alimentaire

Les membres du Comité de l'agriculture de l'OMC se sont réunis en session spéciale de négociation informelle les 17 et 18 juin derniers pour se pencher sur la question des subventions à l'exportation, des crédits, des garanties et assurances à l'exportation, de l'aide alimentaire et des taxes et restrictions à l'exportation.

Après trois jours de discussions, les lignes de fracture entre les membres ont continué de persister dans trois des principaux sujets inscrits à l'ordre du jour à savoir les subventions, les crédits à l'exportation et l'aide alimentaire.

Divers membres, dont la Chine nouvellement arrivée à l'OMC, ont présenté des propositions orales sur les modalités et les formules de négociations en vue de prendre des engagements additionnels sur la concurrence à l'exportation. Cette formule de négociation orale, sans propositions écrites et sans procès verbal, a créé une situation sans précédent qui a poussé un groupe de pays composé de l'Australie, l'Inde, Cuba, le Canada, et le Brésil à contester le bien fondé de la synthèse du président sur les sessions informelles, présentée à la session spéciale formelle du 20 juin.

### Positions figées sur les subventions à l'exportation

L'engagement pris à Doha de mener le cycle de négociations agricoles à son terme au plus tard en 2005 et de réduire toutes les formes de subventions aux exportations agricoles, « en vue de leur retrait progressif » n'a pas permis d'obtenir un accord global lors de la réunion informelle du 17 au 19 juin.

Le groupe de Cairns a réitéré son appel à une réduction progressive des subventions à l'exportation dans un délai de 3 ans (6 pour les pays en développement), avec un acompte initial de 50%. Cette position a été appuyée par de nombreux pays en développement, dont la Chine qui a été cependant moins claire sur la question de l'acompte. Les Etats Unis qui soutenaient traditionnellement les positions du groupe de Cairns sur cette question se sont démarqués en proposant une réduction des subventions dans un délai de 5 ans sans acompte. L'Union européenne, connue pour être l'une des principales utilisatrices des subventions agricoles, a pour sa part demandé à ses partenaires de réduire leurs propres aides à l'exportation en contrepartie d'un calendrier qu'ils exigent d'elle pour le retrait progressif de ses subventions. Elle a estimé par ailleurs que son système de subventions est transparent et que celles-ci ont été réduites, tombant de 25% de la valeur des exportations agricoles européennes en 1992 à 5% aujourd'hui. La Suisse, dans une proposition écrite a suggéré une modulation des engagements de réduction de façon à permettre aux membres de réduire les dépenses de manière plus modérée, pour certains produits sensibles, contre des réductions plus fortes pour d'autres. Le groupe de Cairns s'est farouchement opposé à cette proposition.

### Divergences similaires sur les crédits à l'exportation

Les crédits à l'exportation ont fait l'objet d'une querelle de définition. Le problème était de savoir quels sont les crédits qui devaient être démantelés et comment calculer leur montant ? Deux approches se sont opposées durant les négociations. D'une part, le groupe de Cairns a proposé une approche « fondée sur les règles » à travers

lesquelles des « termes Commerciaux » tels que la durée du crédit, les données de référence, les taux d'intérêt et les primes d'assurance seront définis, tout le reste étant interdit. D'autre part, l'Union européenne a proposé une approche « d'engagement de réduction » par laquelle la composante subvention du crédit, de l'assurance et de la garantie sera calculée puis traitée de la même façon que les subventions à l'exportation. Les Etats Unis qui disent ne pas refuser de se soumettre à de nouvelles règles en la matière ont appuyé la position du groupe de Cairns tout en insistant sur le fait que les crédits à l'exportation sont très différents des subventions et qu'ils ont moins d'effets de distorsion sur les échanges.

### Aide alimentaire

Les membres ont convenu sans trop de difficultés que l'aide alimentaire fournie à la demande d'organisations internationales telles que l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ne devrait pas être soumise aux nouvelles disciplines de l'OMC. Concernant l'aide alimentaire bilatérale, l'UE et certains pays en développement estiment que certaines formes d'aide alimentaire sont susceptibles d'être utilisées pour écouler les excédents de production et ouvrir les marchés du Tiers-monde aux produits américains notamment. Les Etats Unis se sont défendus en insistant sur le fait que leur position ne vise nullement à réduire l'aide alimentaire lorsqu'elle est nécessaire pour faire face à de vraies catastrophes, mais cherche uniquement à s'attaquer aux formes déguisées de subventions à l'exportation dans le cadre de l'OMC. Rappelons que les Etats Unis ont été très critiqués ces dernières semaines à la suite de la promulgation d'une nouvelle loi agricole qui augmente très sensiblement les aides agricoles internes sur une période de 10 ans.

Les futures réunions du Comité de l'agriculture sont prévues les:

- 29-30 juillet : consultations inter-sessions sur l'accès aux marchés
- 3-4 septembre : session spéciale sur l'accès aux marchés
- 5-6 septembre : consultations inter-sessions sur les soutiens internes
- 23-27 septembre : sessions spéciales sur les soutiens internes.

### SERVICES : les USA appellent à plus d'ouverture et de libéralisation dans le commerce sur les services

Le 1er juillet dernier, les Etats-Unis ont soumis à l'OMC une demande formelle pour l'accélération du processus de libéralisation du commerce des services au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Cette demande contient des propositions sur la manière de supprimer les obstacles dans des secteurs internationaux du commerce des services tels que les télécommunications, les services bancaires, l'énergie, l'environnement, l'éducation, les services professionnels et audiovisuels.

### Demandes sectorielles et questions horizontales

Les Etats-Unis ont présenté un résumé de leurs propositions dans lequel ils suggèrent de nouveaux engagements en matière d'accès aux marchés dans les 12 secteurs des services : télécommunications ;

services financiers ; services de livraison express ; énergie ; services environnementaux ; services de distribution ; éducation et formation ; hébergement et autres services touristiques ; services professionnels ; services informatiques et services connexes ; publicité ; et services audiovisuels. En plus de ces demandes sectorielles, les Etats-Unis se sont penchés sur plusieurs questions « horizontales » telles que la suppression des obstacles à l'investissement (examens des besoins économiques, procédures d'approbation de l'investissement) dans le mode 3 (présence commerciale) et un accès accru pour l'admission et le séjour temporaires de professionnels au titre du mode 4 (mouvement des personnes physiques). Sur la réglementation interne dans « toutes les industries de services pertinentes », le résumé spécifie que les Etats-Unis ont demandé à tous les membres de l'OMC de rendre leurs procédures nationales d'octroi de licences plus transparentes, et de notifier toute nouvelle réglementation et modification de la réglementation avant leur adoption finale et leur entrée en vigueur.

En ce qui concerne les cas spécifiques, les Etats-Unis ont aussi déposé une demande « générale » à la Chine, nouveau membre de l'OMC, sollicitant des engagements additionnels dans des domaines comme les banques, les télécommunications et les services de commerce de détail. Ils ont demandé en outre aux membres de l'UE, sur la base de la nation la plus favorisée, leurs niveaux actuels de libéralisation dans les domaines du cinéma, de la vidéo, de la radio, de la télévision et de la musique. Faisant des commentaires sur les préoccupations de certains Etats membres de l'UE concernant la domination accrue de l'industrie américaine du film et de la télévision sur le secteur audiovisuel européen (largement subventionné), les USA ont déclaré qu'ils prévoyaient de laisser aux autres membres un espace pour « fournir un soutien à leur culture ».

### La libéralisation des services publics

Anticipant les demandes pouvant être déposées par les membres concernant la libéralisation des services publics tels que la santé, l'éducation et l'alimentation en eau, Mike Moore, Directeur général de l'OMC et l'Ambassadeur du Chili, Alejandro Jara, Président de la session spéciale du Conseil du commerce des services de l'OMC, ont rejeté les récentes critiques portées sur les négociations sur les services dans un communiqué de presse du 28 juin ([http://www.wto.org/french/news\\_f/pres02\\_f/pr299\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/pres02_f/pr299_f.htm)), en déclarant que la phase actuelle de présentation d'offres et de demandes ne constitue pas une menace pour les services publics car ceux-ci sont de fait exclus du champ d'application de l'AGCS. Moore a mis l'accent sur le fait que « les gens peuvent demander et demanderont la lune » durant la phase de présentation de demandes, ce qui, toutefois, ne signifie pas « qu'ils l'obtiendront ». Dans leur déclaration, le Directeur de l'OMC et le Président du Conseil du commerce des services réagissaient aux craintes récemment exprimées par différentes organisations non-gouvernementales (ONG) de voir les membres les plus faibles de l'OMC être contraints par leurs partenaires commerciaux plus puissants de privatiser et de déréglementer leurs secteurs des services publics.

L'article I.3(b) de l'AGCS énonce que « les services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental » sont exclus de la définition des « services ». Dans l'article I.3(c), ces services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental s'entendent de « tout service qui n'est fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services ».

Certaines ONG mettent en garde contre les conséquences négatives découlant de l'absence de définition de termes cruciaux de l'exception de l'article I.3 de l'AGCS. Selon Scott Sinclair du « Canadian Centre for Policy Alternatives », l'exception rend la disposition « au mieux imprécise et sujette à des interprétations contradictoires. Au pire, si elle est interprétée de manière étroite par les groupes spéciaux de règlement des différends, [...], sans ou avec peu d'effet pratique ». Les groupes concernés s'inquiètent du fait que ceci ne soit pas suffisant pour protéger les gouvernements contre les pressions intérieures et internationales en vue de la libéralisation des secteurs des services publics rentables, ainsi que pour les protéger quand ils entreprennent des expériences dans la fourniture mixte privée-publique de tels services.

Le 4 juillet, l'UE a présenté des propositions en faveur d'une libéralisation des échanges dans le domaine des services, soit quatre jours après celles des Etats Unis. La proposition européenne exclut l'audiovisuel, l'éducation et la santé et réitère son respect pour les services publics. Les mesures présentées par les européens visent à obtenir une réduction des restrictions et un renforcement des possibilités d'accès aux marchés dans les secteurs suivants : professions libérales, services aux entreprises, télécommunications, services postaux et messageries, distribution, construction et ingénieries, services financiers, services environnementaux, tourisme, agences de presse, et services énergétiques.

Tous les membres de l'OMC ont convenu, en novembre dernier à Doha, de déposer leurs demandes initiales avant fin juin, ce qui n'est toutefois, qu'un délai indicatif. En retour, les destinataires des demandes sont tenus de réagir à leurs offres initiales d'ici mars 2003.

Le résumé analytique des demandes américaines peut être consulté à : <http://www.ustr.gov/sectors/services/2002-07-01-proposal-execsumm.PDF>

### Cycle de Doha : L'OMC fait le point

La réunion des 144 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), destinée à faire le point sur l'avancée des négociations commerciales engagées à Doha (Qatar) en novembre, a pris fin le 19 juillet à Genève, les délégués étant convenus de se retrouver en octobre.

A l'issue de la première journée du CNC, jeudi, les délégués s'étaient montrés prudemment optimistes sur les progrès enregistrés, soulignant que beaucoup de problèmes restaient à résoudre dans de nombreux dossiers.

Une avancée majeure concerne l'accès au marché des produits non-agricoles.

Les désaccords portent surtout sur le dossier dit du « traitement spécial et différencié » des pays en voie de développement qui bénéficient dans ce cadre de conditions particulières, ainsi que sur celui de la protection d'une liste de produits en fonction de leur origine géographique.

Le prochain CNC aura lieu les 3 et 4 octobre. Il sera alors présidé par le successeur de M. Moore, Supachai Panitchpakdi, un ancien vice-Premier ministre thaïlandais.

(AFP)



**Comité du commerce et du développement: le traitement spécial et différencié, le développement durable, les petites économies, l'assistance technique et la participation des PED à l'ordre du jour**

Les délégués à l'OMC ont conclu, le 2 juillet, la dernière des 3 réunions tenues en deux jours pour diverses sessions du Comité du commerce et du développement (CCD). Celui-ci se penchait sur une large gamme de questions ayant un intérêt pour les pays en développement. La session spéciale ordinaire tenue le matin du 1 juillet a été suivie d'une session consacrée aux petites économies.

**L'avenir du traitement spécial et différencié au cœur du débat**

La session spéciale du 2 juillet sur le traitement spécial et différencié a permis d'examiner un addendum à la proposition des PMA (TN/CTD/W/4/Add.1), ainsi que d'autres propositions présentées jusqu'ici. Cette session spéciale a également examiné les éléments d'un rapport à soumettre au Conseil général, attendu d'ici le 31 juillet 2002. L'addendum soumis par les PMA plaide notamment en faveur d'une élimination des pics tarifaires et des droits progressifs, des mesures de désendettement, des mesures ciblées favorisant le transfert de technologie vers les entreprises des PMA et des mesures temporaires de compensation pour les réductions tarifaires sur une base de la nation la plus favorisée (NPF).

Les discussions ont également porté sur une proposition du Paraguay (TN/CTD/W/5, disponible à <http://docsonline.wto.org/>) sur les exemptions illégitimes à la clause NPF dans les dispositions de certains systèmes de préférences commerciales. Le document affirme que ces exceptions sont incompatibles avec la clause d'habilitation de 1979 qui stipule, entre autres que le traitement spécial et différencié (TSD) pour les pays en développement ne doit pas être appliqué de manière à créer des obstacles ou des difficultés pour d'autres pays en développement.

Des discussions sur les questions institutionnelles se sont poursuivies le 4 juillet et ont vu émerger un certain consensus sur ce que d'aucun voient comme l'une des rares propositions concrètes qui pourrait figurer dans le rapport du 31 juillet. Il s'agit de l'établissement d'un mécanisme de contrôle et de suivi pour le réexamen des dispositions en matière de TSD.

Les avis divergent néanmoins sur la forme qu'un tel mécanisme pourrait prendre. Pour plusieurs pays développés, le réexamen des différentes dispositions en matière de TSD devrait être confié aux différents organes subsidiaires et donner lieu à un rapport annuel au Conseil général ou au CCD. D'autres pays, et notamment le groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.1) envisage un organe d'examen du TSD similaire à l'organe d'examen des politiques commerciales. Sous les auspices du CCD, cet organe travaillerait avec les différents organes subsidiaires sur la manière de renforcer et opérationnaliser les dispositions du TSD dans les différents accords.

**Assistance technique pour 2002/2003**

La session régulière du CCD a commencé par un rapport du Président du Comité du budget et des finances informant les membres qu'à la date du 25 juin, le Fond d'affectation spécial de Doha avait reçu 14,7 millions (9,84 millions de dollars US) sur 30 millions de francs suisses. Ceci a été suivi par un rapport du Secrétariat sur la mise en œuvre du plan d'assistance technique pour 2002 et une

anticipation des préparatifs en vue du plan de 2003. D'après certaines informations, les membres ont été informés, lors de la réunion, de l'intention du Secrétariat d'exiger la présentation de toutes les demandes d'assistance technique pour 2003 avant le 31 juillet 2002. De nombreux délégués des pays en développement se sont dits très inquiets de ce que ceci soit beaucoup trop tôt car (a) ils n'ont pas encore perçu l'impact de l'assistance technique de 2002, et (b) ils ne sont pas encore sûrs de leurs besoins pour l'avenir (ceci spécialement eu égard au précédent établi cette année de ne pas permettre de demandes ad hoc). En outre, avec diverses dates limites en attente pour le milieu de l'année, les délégués des pays en développement ont clairement spécifié que ce calendrier n'était pas acceptable. D'autres consultations sur la question sont attendues.

**Prise en compte du développement durable dans les négociations à l'OMC**

Dans le cadre du mandat énoncé dans le paragraphe 51 de la Déclaration ministérielle de Doha, qui est d'aider à atteindre l'objectif de prise en compte du développement durable d'une manière appropriée, l'UE a présenté son document « Evaluation de l'impact de la viabilité ». Le document (WT/COMTD/W/99 pouvant être consulté à : <http://docsonline.wto.org/>), fait une évaluation de l'impact sur les objectifs de viabilité découlant de la libéralisation des échanges. Un certain nombre de pays ont contesté l'approche et la méthodologie du rapport (notamment le Chili, l'Argentine et l'Australie), l'Argentine ayant en outre mentionné l'impact des subventions des pays développés sur le développement rural des pays en développement.

**Session consacrée aux petites économies**

Immédiatement à la suite de la session ordinaire du CCD du 1 juillet, une seconde session consacrée aux petites économies a été tenue. La première proposition débattue – de Macao/ Chine – examinait les obstacles structurels auxquels les petites économies sont confrontées et suggérait de « fournir des mesures correctives justifiables pour compenser le fait que ces pays soient structurellement de petite taille et pour contrecarrer les effets préjudiciables qui affectent les petites économies, effets découlant de la domination commerciale » (WT/COMTD/SE/W/2).

La seconde présentation, émanant d'un groupe de pays dont la Barbade, Belize, la Bolivie, la République dominicaine, le Guatemala, le Honduras, Maurice et le Sri Lanka, contenait des propositions visant à prendre en compte les préoccupations et les problèmes qui affectent le commerce des petites économies (WT/COMTD/SE/W/3). La proposition a fait entre autres, des recommandations relatives au traitement asymétrique en faveur des « petites économies » dans une gamme d'accords clés de l'OMC. En réponse, les Etats-Unis ont indiqué que s'ils étaient disposés à examiner la question d'une transition souple pour que les petites économies et également les PMA, passent au stade de pays en développement, ils n'étaient pas prêts à envisager la création d'une nouvelle catégorie de membres. Un certain nombre de pays en développement latino-américains se sont également dits préoccupés de ce que des éléments de la proposition puissent nuire à l'équilibre du Cycle d'Uruguay en matière de subventions et d'antidumping. Le Président Toufik Ali, Ambassadeur du Bangladesh, a annoncé qu'il mènera des consultations sur ces sujets.



## **La session spéciale du CCD du 17 juillet suspendue à cause des divergences...**

De profondes divergences sont apparues entre les membres du Comité du commerce et du développement lors de la réunion formelle du 17 juillet, au moment où les membres tentaient de cerner les questions laissées en suspens lors de la réunion de la veille. Les membres qui espéraient parvenir à un consensus se sont cependant heurtés à des interprétations divergentes qui ont entravé la poursuite de leurs délibérations. Celles-ci portaient en particulier sur la section liée aux perspectives d'avenir, contenue dans le rapport que l'Ambassadeur Randolph Smith (Jamaïque) doit présenter au Conseil général le 31 juillet. La session a été suspendue en attendant une révision du rapport.

Le mandat conféré aux Membres à Doha et confié aux sessions spéciales du Comité du commerce et du développement par le Comité des négociations commerciales, spécifie deux objectifs particuliers sur lesquels l'organe doit « faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires en vue d'une décision d'ici juillet 2002 ». Il s'agit en premier lieu, d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont déjà de nature impérative et celles qui sont de caractère non contraignant, d'étudier les conséquences juridiques de la conversion des mesures de caractère non contraignant en dispositions impératives, et d'identifier les dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives. En second lieu, les Membres doivent examiner des moyens additionnels de rendre plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, et étudier les moyens qui permettraient aux pays en développement Membres de mieux utiliser ces dispositions.

## **Fracture entre pays développés et en développement à propos du projet de rapport**

Le premier projet de rapport (TN/CTD/W/12) diffusé le 12 juillet et qui devait être finalisé et adopté le 17 juillet a fait l'objet de deux interprétations contradictoires. Alors que certains Membres (essentiellement des pays industrialisés) le considéraient comme un bon équilibre fondé sur l'information et l'analyse disponibles à ce jour, d'autres par contre (des pays en développement pour la plupart) ont fait part de leur « déception » estimant que peu avait été effectivement réalisé – en soulignant que le rapport ne donnait un appui ferme qu'à une seule des 90 propositions avancées (voir ci-dessous). Un délégué du continent africain, continent qui, selon de nombreux experts du commerce, a grand besoin de dispositions relatives au traitement spécial et différencié commercialement avantageuses, a noté que « cette absence de progrès sur le mandat spécifique [en matière de traitement spécial et différencié] conféré par les ministres à Doha n'est pas de nature à envoyer les bons signaux en vue de faire de l'agenda de Doha un véritable agenda du développement ». Cette incapacité à progresser à un stade si précoce de l'agenda a été davantage exacerbée par les appels des Membres du Quad des Etats-Unis, du Canada, de la CE et du Japon à poursuivre les débats de manière ouverte, sans prévoir de délai spécifique pour traiter des propositions elles-mêmes.

## **Surmonter les divergences...**

Un des points d'achoppement portait sur la date la plus appropriée à laquelle les discussions sur les principes et les objectifs du traitement spécial et différencié devait avoir lieu. Alors que la

plupart des Membres considéraient qu'un tel débat était nécessaire pour que le traitement spécial et différencié fasse l'objet du réexamen global et de l'amendement envisagés, il y a eu un certain nombre de divergences sur le point de savoir quand cette discussion devrait avoir lieu, et ce qui, le cas échéant, devrait primer sur ce débat. La plupart des pays en développement ont insisté sur le fait que le mandat émanant de Doha ne prévoyait pas ce débat plus large et qu'il était centré sur des propositions spécifiques, ce qui fait donc des propositions une priorité. En outre, de nombreux Membres ont fermement rejeté les appels à transférer le travail portant spécifiquement sur les propositions aux organes subsidiaires, car le Comité du commerce et du développement en était spécifiquement chargé. L'UE, avec l'appui de la plupart des pays développés, s'est opposée à cette position en déclarant qu'en fait ce débat devait constituer l'élément central du réexamen et devrait donc primer sur l'approche fondée spécifiquement sur les propositions – ou au moins se faire simultanément. A cet égard, ils se sont faits l'écho des appels des pays développés à voir ces propositions débattues dans les organes subsidiaires pertinents.

Un expert du commerce suivant les négociations a laissé entendre que cette différence de perspective reflétait les divergences à propos de la profondeur du réexamen du traitement spécial et différencié recherchée par les Membres. Toujours selon la source, la plupart des pays en développement souhaitaient voir des progrès sur les 90 propositions avancées jusqu'ici, puis entamer un dialogue sur les objectifs et les principes, le résultat final devant être une révision substantielle de l'approche du traitement spécial et différencié dans le système de l'OMC. La source a laissé entendre que les pays développés aimeraient avoir la discussion plus large en premier lieu, en espérant réduire le champ du réexamen et donc, à long terme, limiter la portée des réformes et des amendements potentiels.

Le second point d'achoppement majeur a été la question sensible d'un calendrier après-juillet. Le projet de rapport présentait deux options entre grands crochets pour la session spéciale : « remplir son mandat et faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires [...] » à savoir faire rapport soit d'ici décembre 2002 soit d'ici mars 2003. La dernière date a quelque peu surpris, a déclaré un délégué, car les deux dates ayant initialement fait l'objet d'un débat étaient la première et novembre 2002. En outre, le projet de rapport comprenait la date limite du 31 octobre 2002, date à laquelle les Membres « s'efforceront de fournir des réponses aux différentes propositions propres à l'Accord [...] ».

Des sources ont noté, lors de la réunion du 17 juillet, que certains pays en développement, notamment l'Inde, l'Egypte et le Kenya, étaient déterminés à faire prévaloir la date de novembre. En outre, de nombreux délégués des pays en développement se sont dit mécontents de la formulation non contraignante, sous forme de recommandations concernant le délai pour répondre aux propositions portant spécifiquement sur les accords, un délégué ajoutant « C'est ce type même de formulation des « meilleurs efforts » qui entraîne un certain nombre des problèmes que les Ministres à Doha nous ont chargés de résoudre. » Quelques autres suggestions ont été faites sur les délais, notamment la Cinquième Conférence ministérielle de septembre 2003 (Suisse) et le printemps 2003 (CE). Les Etats-Unis et le Japon, qui ont contesté la date de novembre 2002, ont appelé les Membres à se montrer « réalistes » sur ce qui pouvait être fait.

(suite à la page 10)

*Comité du commerce et du développement... (suite de la page 9)*

Une implication potentielle de l'option de décembre serait d'aligner le traitement spécial et différencié sur les rapports en vue d'une action appropriée, devant être soumis au Comité des négociations commerciales sur les questions de mise en œuvre en suspens. Certains délégués des pays en développement craignent que ceci ne soumette le traitement spécial et différencié à des échanges de concessions directs sur d'autres questions de mise en œuvre – et sont donc en train de faire pression en faveur de la date de novembre. Une implication de l'option de mars 2003 serait d'aligner le traitement spécial et différencié sur d'autres délais de négociation – spécifiquement ceux de l'agriculture et des services, qui doivent finaliser les modalités (agriculture) et procéder à la présentation des offres initiales (services) à cette date. Comme l'indique une source informée des progrès dans ces autres domaines des négociations, cette dernière date limite pourrait empêcher le traitement spécial et différencié de constituer une partie quelconque des premiers résultats de la série de négociation de Doha.

### **Un soutien global au mécanisme de contrôle**

Le point portant sur le mécanisme de contrôle a fait exception en apparaissant comme le seul élément spécifique à avoir obtenu le consensus autour de lui. Proposé dans la présentation du Groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.1), le mécanisme de contrôle a reçu un soutien ferme de la part des membres, même si des divergences ont été notées à propos de la forme et de la structuration d'un tel instrument. Les deux autres éléments effectivement mentionnés dans le rapport sont la session spéciale annuelle du Conseil général sur la participation des PMA au système commercial et le Fonds spécial pour garantir l'appui financier requis pour une utilisation effective des dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans les accords de l'OMC. Ces questions ont certes retenu l'attention des membres, mais non pas, à l'image du mécanisme de contrôle, bénéficié d'un soutien ferme et explicite dans le rapport.

### **Accès aux marchés : les modalités d'organisation des négociations divisent les membres**

Les délégués réunis les 10-11 avril à l'OMC, dans le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles sont restés dans l'impasse en ce qui concerne l'établissement d'une date de référence pour convenir des modalités des pourparlers sur les tarifs industriels. Certains pays en développement, notamment l'Inde et le Kenya, s'opposent aux efforts visant à fixer une date limite. Une proposition antérieure du Président du Groupe de négociation avait suggéré que les Membres se mettent d'accord sur des modalités d'ici le 30 mars 2003, comme c'est le cas pour l'agriculture et les services.

### **Mandat de Doha sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles**

Le paragraphe 16 de la déclaration ministérielle de Doha spécifie le mandat de réduction ou d'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires pour les produits non agricoles. Il vise en outre, spécifiquement, les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement et une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA). Le

paragraphe stipule enfin que les modalités à convenir « incluront des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les PMA à participer effectivement aux négociations. »

Les modalités définissent le cadre de la conduite des négociations et peuvent comprendre des cibles numériques, des formules de réduction, secteur par secteur, et des approches demande/offre. Parce qu'elles structurent la manière dont les droits de douane seront réduits et quels types de tarifs seront visés, elles peuvent avoir un impact significatif sur le résultat des négociations.

### **Groupe de négociation des 10-11 avril**

Lors de la réunion des 10-11 avril, un groupe de pays en développement, notamment l'Inde, l'Égypte, les Philippines et le Kenya (au nom du Groupe africain) ont rejeté la date de compromis avancée par le Président du Groupe de négociation, qui prévoyait le 30 avril 2003 pour convenir des modalités de négociation. Plusieurs de ces pays ont déclaré qu'il ne devrait y avoir aucune date de référence sur l'accès au marché car aucune n'était spécifiée dans la Déclaration de Doha et qu'il fallait davantage de temps pour examiner les implications des différents types de modalités. La Chine s'est également opposée à la proposition du Président en faisant valoir qu'il était difficile pour les pays en développement d'adhérer à des délais serrés dans divers groupes de négociation. Un autre groupe de pays en développement, notamment le Mexique, le Brésil et le Chili, a préconisé une approche plus flexible du calendrier des négociations sur l'accès aux marchés. Ces pays ont également déclaré que les Membres pourraient peut-être fixer un délai informel pour une décision sur les modalités, ce qui refléterait la flexibilité incorporée dans le mandat de Doha.

Certaines sources ont indiqué que l'opposition des pays en développement à une date cible reflétait leur réticence à appuyer un agenda « très ambitieux » en matière de tarifs industriels. Une source d'un pays en développement a déclaré, en particulier, que les pays africains ne s'intéressaient pas aux nouveaux efforts de libéralisation car ils ont procédé à de nombreuses réformes unilatérales dans le cadre des programmes d'ajustement dictés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Cette source a également déclaré qu'il n'était pas logique de fixer une date limite pour la décision sur les modalités sans avoir évalué si les pays avaient bénéficié de suffisamment d'assistance technique et de renforcement des capacités pour participer aux négociations.

Pour leur part, les pays industrialisés jugent la date limite de mars 2003 raisonnable, étant donné que la Déclaration de Doha prévoit un terme aux négociations globales de l'OMC au 1er janvier 2005. Tout en exprimant leur déception concernant la date du 30 avril 2003 proposée par le Président, ils ne l'ont pas exclue. Les pays développés sont préoccupés par le fait que le report de la date pour un accord sur les modalités vers la fin de l'année leur laissera peu de temps pour consulter leurs capitales sur les prochaines mesures à prendre en matière d'accès aux marchés, avant la prochaine Conférence ministérielle de mi 2003, ce qui constituera pour eux un obstacle sérieux à la conclusion des négociations d'ici 2005.

Les prochaines réunions du groupe sont prévues les 12 septembre, 4-6 novembre et 2-3 décembre. Selon certaines sources, les deux premières réunions doivent se pencher sur la discussion des droits

*(suite à la page 20)*

## OMPI : Les membres du comité intergouvernemental divisés à la réunion sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a tenu sa troisième réunion du 13 au 21 juin dernier à Genève. Lors de cette importante rencontre du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle, des ressources génétiques, des connaissances traditionnelles et du folklore, les membres se sont penchés d'une part, sur les possibilités de mise en place d'un système juridique international pour la protection des connaissances traditionnelles, et d'autre part sur les conditions de divulgation des renseignements sur les pays d'origines des ressources génétiques et les connaissances traditionnelles qui sont associés aux demandes de brevets. Les discussions ont porté, en outre sur la pertinence des droits de propriété intellectuelle existants, en particulier les indications géographiques, pour protéger les connaissances traditionnelles et le folklore.

### Quel système juridique pour protéger les connaissances traditionnelles ?

Les délégués ont poursuivi les discussions sur des normes juridiques possibles pour la protection des connaissances traditionnelles. Des divergences sont apparues concernant la nécessité, la portée et la nature d'un instrument juridique de protection. Certaines délégations, notamment les Etats-Unis, la Norvège et la Nouvelle Zélande, ont estimé qu'un système sui generis international juridiquement contraignant pour la protection des connaissances traditionnelles était prématuré ou même inutile. Par contre, de nombreux pays latino-américains, le Groupe africain ont appuyé l'idée d'un traité international et considéré que ceci était une priorité pressante. Leur position complète des propositions connexes en vue d'un traité juridiquement contraignant sur l'accès et/ou le partage des avantages liés aux ressources génétiques, propositions présentées très récemment lors de la Sixième Conférence des Parties (COP6) de la CDB, tenue du 8 au 19 avril dernier (Convention sur la diversité biologique) et lors de la Quatrième Réunion préparatoire pour le Sommet mondial sur le développement durable, tenue du 27 mai au 7 juin à Bali, en Indonésie.

Concernant la portée de la protection, si certains pays en développement ont appuyé l'idée d'un accord qui couvrirait à la fois les connaissances traditionnelles et le folklore (par exemple, Iran et Organisation de l'unité africaine), d'autres ont estimé qu'il serait préférable de les garder séparés, avec peut-être les connaissances traditionnelles limitées aux connaissances associées aux ressources génétiques. Néanmoins, les pays en développement appuyant l'approche unifiée ont eu tendance à être d'accord avec ceux qui sont favorables à la séparation entre les connaissances traditionnelles et le folklore sur le fait que la portée de la protection devrait refléter la nature holistique de ces concepts. Le Canada et la Chambre internationale de commerce ont fait part de leur désaccord, soutenant que ceci entraînerait des difficultés pratiques.

La gestion des informations relatives à l'origine des ressources génétiques. Les délégués ont en outre débattu du point de savoir s'il fallait, et comment, incorporer une prescription concernant la divulgation de l'origine des ressources génétiques et/ou des con-

naissances traditionnelles qui y sont associés, dans les demandes de brevet. Cette question litigieuse avait été soulevée antérieurement à la Conférence des Parties-6 de la CDB, durant laquelle les délégués avaient convenu d'inclure les prescriptions en matière de divulgation comme mesure de mise en conformité possible, dans les Directives de Bonn, et avait fait l'objet de délibérations au Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC. Lors de la réunion, les Etats-Unis ont spécifié qu'une telle prescription serait incompatible avec l'Accord sur les ADPIC car elle ajoutait une autre condition de fond à la brevetabilité en plus de celles déjà prévues. Des pays tels que l'Inde et le Brésil ont spécifié à maintes reprises qu'une telle mesure était nécessaire pour que les brevets viennent en appui à la CDB. Ces pays soutiennent que la divulgation obligatoire de l'origine aurait cet effet en empêchant que les droits monopolistiques privés ne s'étendent à des ressources génétiques acquises de manière illicite. Le monde des affaires a toutefois tendance à considérer que la mise en conformité pourrait être très difficile, dans certains cas, pour les entreprises.

### Indications géographiques : un outil pour la protection des connaissances traditionnelles ?

Des débats ont également eu lieu sur la pertinence de la protection par les droits de propriété intellectuelle en vigueur pour les connaissances traditionnelles et le folklore. Le Groupe asiatique a suggéré que l'OMPI examine les moyens pratiques de protéger les expressions du folklore à travers des DPI tels que les droits d'auteur, les dessins industriels, la certification, les marques collectives et les indications géographiques. Le Brésil a toutefois fait part de son scepticisme à propos d'un passage dans une des communications du Secrétariat (WIPO/GRTKF/IC/3/7) qui retenait les indications géographiques comme un DPI approprié pour protéger les connaissances traditionnelles. Le Mexique a prudemment convenu que les indications géographiques en avaient la capacité, mais a été d'accord avec le Brésil sur le fait que ces indications ne pouvaient mettre un terme au biopiratage. L'Organisation africaine de la propriété intellectuelle a affirmé que les indications géographiques pourraient être utiles pour des expressions du folklore ou pour des produits agricoles, mais a partagé les réserves du Brésil sur leur pertinence pour les connaissances traditionnelles.

Les indications géographiques telles que définies par l'Accord de l'OMS sur les ADPIC sont des identifications du pays ou de la région où la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques d'un produit peuvent être essentiellement attribuées à la région géographique. Certains estiment qu'en donnant une valeur aux ressources biologiques, les indications géographiques peuvent fournir une incitation à la préservation des variétés naturelles, de l'environnement dans lequel les ressources respectives poussent, et des connaissances traditionnelles qui y sont associées.

Une réunion du Comité de l'OMPI est prévue pour la quatrième fois en décembre 2002, réunion au cours de laquelle les délibérations sur ces sujets se poursuivront.



## Suivi et analyses des négociations La Convention Biodiversité : 10 ans d'existence et toujours pas de financement pour sa mise en oeuvre

Environ 2000 participants de 166 pays se sont réunis du 8 au 19 avril dernier pour la 6ème Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité (COP6). Ces deux semaines de discussions sur la biodiversité ont été suivies de la troisième réunion du Comité intergouvernemental sur le Protocole de Carthagène sur la biosécurité (22 - 26 avril). Ces trois semaines de réunions ont été l'occasion de célébrer les dix ans d'existence de la convention Biodiversité et de faire un bilan de sa mise en oeuvre, quatre mois avant le Sommet mondial sur le développement durable. La prochaine série de négociations (COP 7) est prévue à Kuala Lumpur, Malaisie début 2004.

Durant les deux semaines de négociations, on a pu observer que sur deux points importants de l'agenda de la COP 6 - accès aux ressources génétiques et partage des avantages, diversité biologique forestière -, la dynamique des négociations était liée principalement à quelques groupes de pays. Sur la question de l'accès et du partage des avantages, le Brésil a continué de revendiquer une position souveraine forte qui autoriserait en premier chef l'Etat à négocier les contrats de bioprospection au cas par cas. Le Brésil était soutenu par plusieurs autres pays à haute technologie, notamment les Etats-Unis qui préconisent une politique de décentralisation des dispositifs de recherche sans mécanisme de suivi ou de contrôle des contrats (encouragement à l'autonomie des chercheurs etc.). Plus nuancé, le groupe de Cancun, ou groupe des pays «méga-divers», a plaidé pour que les contrats soient élaborés dans la transparence.

Afin d'éviter les situations de désinformation et de biopiratage, ils ont mis l'accent sur la possibilité de vérifier les contrats et d'en avoir un suivi régulier. Quant aux pays africains, ils ont soutenu un cadre global multilatéral sur l'accès aux ressources génétiques qui les mettrait à l'abri d'accords négociés au cas par cas. Les représentants indigènes s'exprimant à travers le Forum international des indigènes sur la biodiversité (IIFB), soutenus par les ONG, ont fait part de leurs préoccupations d'ordre territorial (accès au foncier, par exemple) et politique (dénonciation de la technologie terminator, reconnaissance du droit à l'autodétermination face à des Etats, des firmes et des experts qui mettent en place des systèmes d'exclusion).

Plus concrètement, que ce soit dans les discussions sur l'accès aux ressources génétiques ou dans celles sur les savoirs traditionnels (article 8 j), les représentants des populations indigènes, ont insisté sur leur droit à pouvoir donner leur avis dans les accords de bioprospection (utilisation du consentement préalable informé dans ces accords). Sur la question forestière, certains grands pays forestiers, en tête desquels figurait le Brésil, et où l'on retrouvait également le Canada et la Malaisie, ont constamment freiné diverses initiatives notamment celle lancée conjointement par la France et l'Allemagne, puis reprise par l'Union Européenne, estimant qu'elles étaient trop centrées sur la protection de l'environnement (et peu sur le développement). Au final, l'UE a refusé de se prononcer sur une enveloppe financière du fait de l'absence d'engagement obligatoire des Etats sur le programme de travail. Par conséquent, les négociations n'ont pu déboucher sur aucun plan d'action véritablement contraignant. Certaines ONG comme

Greenpeace ont donc fortement critiqué le volet «forêts» des résultats de la COP 6, alors que d'autres comme Friend of the Earth International y voient un signe encourageant.

### Les principales conclusions de la COP 6

#### Accès et partage des avantages liés aux ressources Génétiques

- Adoption des lignes directrices de Bonn sur l'accès et le partage des avantages : ces lignes directrices, de nature volontaire, sont destinées à servir d'appui aux gouvernements pour l'élaboration de législations nationales sur l'accès et le partage des avantages, mais également aux acteurs (fournisseurs et utilisateurs de ressources génétiques) pour leurs accords contractuels.

- Renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages : les Parties ont décidé l'établissement d'un groupe d'experts à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages.

- Rôle des droits de propriété intellectuelle dans l'accès aux ressources et le partage des avantages : la COP 6 invite les Parties et gouvernements à mentionner le pays d'origine des ressources génétiques ou des savoirs traditionnels lors de demande de DPI, lorsque l'innovation qui doit être protégée est basée sur l'utilisation de ces ressources ou savoirs. Dans les décisions prises sur les DPI, la COP 6 accorde une place importante à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). En particulier, elle l'invite à examiner la question de la divulgation de l'origine des ressources génétiques ou des savoirs traditionnels liés aux demandes de brevets et à considérer les moyens par lesquels les Parties pourraient protéger les savoirs traditionnels.

#### Forêts

La complexité de la négociation a conduit à des résultats en demi-teinte. On pourra certes se réjouir qu'un sujet aussi important que la biodiversité forestière soit enfin sur la table des négociations, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Cependant, l'échéance 2010 fixée par les gouvernements pour «éventuellement» mettre en place des mesures visant à stopper l'érosion de la biodiversité forestière apparaît bien éloignée eu égard au rythme actuel de déforestation en zone tropicale. Certes un programme de travail assez ambitieux a été défini, qui comporte 130 points relatifs à la préservation des forêts. Mais l'adhésion des Etats à ce programme de travail se fera sur une base volontaire.

#### Savoirs traditionnels (article 8j)

Alors que les discussions ont abordé des questions de fond telles que les outils de protection des savoirs traditionnels (établissement de registres sur les savoirs traditionnels, divulgation de l'origine de ces savoirs, développement de systèmes sui generis) ou la référence au principe de consentement préalable informé pour les communautés locales, les décisions de la COP6 portent principalement sur des aspects de procédure.

### Espèces exotiques envahissantes

Rappelant que les espèces exotiques constituent la principale menace pour la biodiversité, la COP 6 invite les Parties et gouvernements à mettre en place les lignes directrices visant à lutter contre les espèces envahissantes.

### Financement et recommandations pour le budget de la Convention Biodiversité

Les résultats de la COP 6 en matière d'engagements financiers sont bien maigres. Certes, les Etats se sont engagés à renouveler leur contribution au Fonds pour l'environnement mondial, qui continue à être le principal levier financier de la Convention. Hormis quelques engagements sur l'apport de fonds pour couvrir les frais de fonctionnement de la Convention, les Etats n'ont pris aucune décision contraignante concernant les financements nécessaires à la mise en œuvre concrète de certaines des décisions de la COP, notamment celles concernant la diversité biologique forestière, l'accès et le partage des avantages et les espèces envahissantes.

L'absence de contributions obligatoires met en doute l'efficacité du programme d'action sur les forêts, comme celles des lignes directrices sur l'accès et le partage des avantages ou des lignes directrices sur les espèces envahissantes. Des fonds uniquement de nature volontaire sont insuffisants pour garantir la mise en place et le suivi de ces mesures.

### Perspectives

Le manque de financement reste une fois de plus l'obstacle principal à la mise en œuvre d'une Convention efficace. La frilosité des Etats à mettre en place des fonds obligatoires ne permet pas d'engager des actions pratiques. De fait, les résultats de la COP6 confirment l'échec de la Conférence sur le financement du développement : aucun engagement financier concret n'a été pris par les pays du Nord envers les pays du Sud. Seuls seront financés les cycles de réunions et de conférences des parties.

Le Sommet mondial du développement durable devrait être l'occasion de reposer certains enjeux majeurs. Le défi se situe désormais au niveau de la volonté politique et de la mise à disposition de moyens financiers qui permettraient de mettre en œuvre ce vaste plan de travail de manière rapide et opérationnelle. Le Sommet de Johannesburg pourrait constituer à cet égard une étape importante.

Le document complet d'analyse et de suivi des négociations de la COP 6 sur le site de Solagral :

[http://www.solagral.org/env/biodiversite/cop6\\_0402/suivi.htm](http://www.solagral.org/env/biodiversite/cop6_0402/suivi.htm)  
Solagral (<http://www.solagral.org>).

### Sommet mondial du développement durable : la conférence préparatoire de Bali peine à s'accorder sur un objectif commun

Des questions relatives au commerce et à la finance, notamment les relations entre les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et les règles de l'OMC, ont profondément divisé les pays lors de la quatrième et dernière réunion préparatoire officielle

(ComPrép IV, 27 mai – 7 juin, à Bali, en Indonésie) en vue du prochain Sommet mondial sur le développement durable (26 août – 4 septembre). Des divergences fondamentales ont également été notées sur les objectifs du Sommet mondial et sur ses relations avec la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha (novembre 2001) et la Conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey (mars 2002).

### Progrès laborieux et lents à Bali

Le président du ComPrép, Emil Salim, a publié, le dimanche 2 juin, un texte combinant toutes les dix sections de son rapport antérieur dans un Projet de Plan de mise en œuvre pour le Sommet mondial, comprenant de grands crochets pour les parties sur lesquelles il n'y a pas encore eu d'accord. Si les références liées au commerce se retrouvent tout au long du document, l'attention s'est concentrée essentiellement sur les dispositions relatives au commerce et à la finance dans la section IX (Mise en œuvre) et sur les relations entre les AEM et les règles de l'OMC, prises en compte dans la section X 'Cadre institutionnel pour le développement durable'.

Des négociations informelles sur les questions du commerce et de la finance au Sommet mondial, se sont poursuivies dans la nuit de mardi (4 juin) parmi quelques délégués choisis, comprenant, semble-t-il, les Etats-Unis, l'UE, le G-77 et le Japon. Plusieurs des délégations plus restreintes, notamment la Norvège et la Suisse, qui avaient été exclues de la réunion, se sont dites préoccupées du processus et ont spécifié qu'elles rejetteraient tout texte qui aurait été convenu dans ce cadre de type « Green Room ».

Dans le même temps, les délégués ont rassemblé les éléments possibles d'une déclaration politique et ont poursuivi les discussions sur le projet de lignes directrices pour les partenariats. La majeure partie des dispositions touchant au commerce restent entre grands crochets dans le texte, avec peu d'avancée d'un côté ou de l'autre du débat, divisé essentiellement selon les perspectives Nord-Sud. Comme l'a laissé entendre une source dans les milieux du commerce, l'UE et les Etats-Unis sont probablement toujours en train d'attendre les résultats du travail sur la 'bonne gouvernance', des compromis sur les dispositions relatives au commerce étant beaucoup plus probables dans un texte fort sur la gouvernance, notamment des engagements au niveau national de la part des pays en développement. Il est toutefois peu probable, a ajouté la source, que tous les grands crochets puissent être résolus avant le Sommet mondial.

### Le désaccord sur la «valeur ajoutée» du Sommet mondial sur le développement durable sous-tend le débat sur le commerce

Sur les domaines touchant au commerce, les Etats-Unis, l'Australie, et dans une moindre mesure, le Canada et le Japon, se sont de nouveau montrés peu disposés à aller au-delà de ce qui avait été convenu dans la Déclaration de Doha et le Consensus de Monterrey sur le Financement du développement, en se limitant à des références aux paragraphes pertinents de ces deux documents, et en soutenant qu'ils représentaient un équilibre sensible qu'il ne fallait pas rompre par la réouverture des accords. Les Etats-Unis et le Japon ont en outre averti qu'il ne fallait pas préjuger des résultats des négociations de l'OMC lancées à Doha, et devant se con-

(suite à la page 14)

*Sommet mondial du développement durable... (suite de la page 13)*

clure d'ici le 1er janvier 2005. De plus, les Etats-Unis ont à maintes reprises mis l'accent sur la nécessité de mesures et d'engagements au niveau national de la part des pays en développement. Selon un délégué américain, les Etats-Unis estiment que le Sommet mondial sur le développement durable devrait se concentrer sur la protection de l'environnement, constituant ainsi le troisième pilier du développement durable, en plus de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique soutenue, qui ont été prises en compte à Monterrey et à Doha.

Qualifiant les dispositions relatives au commerce et à la finance dans la section sur la Mise en œuvre de « peut-être le chapitre le plus important de l'ensemble du document », le G-77 – pays en développement – s'est fortement opposé aux nombreuses références aux paragraphes sur Doha et Monterrey, qui, selon eux, rendaient le texte comparable à un « accord bancaire ». Il fallait plutôt un langage « plus productif, plus ingénieux et plus légitime » pour garantir que le Sommet sur le développement durable « s'appuierait » sur Doha et Monterrey, pour réaliser l'objectif politique du développement durable. Toutefois, le G-77 s'est également opposé à l'inclusion du langage sur l'environnement qui pourrait ajouter de nouvelles obligations pour les pays en développement, ou être utilisé par les pays industrialisés pour justifier des mesures protectionnistes, en soutenant que les dispositions relatives au commerce et à la finance renvoyaient au pilier économique du développement durable et devraient viser à appuyer la croissance économique.

Au cours des négociations, l'UE a souligné à maintes reprises la nécessité d'un langage touchant au développement durable et axé sur l'action, en soutenant que la valeur ajoutée du Sommet mondial serait d'apporter une perspective de développement durable dans les questions relatives au commerce et à la finance en s'appuyant sur les résultats de Doha et de Monterrey « dans le cadre d'un processus visant la réalisation du développement durable ». Néanmoins, en ce qui concerne les engagements souscrits à Doha, l'UE a préféré citer le langage de Doha, en faisant valoir que la Déclaration était un « ensemble complet » ayant un « équilibre interne ». Egalement, tout en préconisant une « approche minimaliste » de la modification du texte proposé, l'UE a encore introduit la question fortement litigieuse des normes fondamentales du travail dans le contexte du commerce, en dépit d'une demande formulée par le Président du groupe de contact, que de telles références soient évitées, ce qui a conduit certains à suggérer que cette initiative devait être perçue dans le cadre de la stratégie de négociation plus large de l'UE.

Parmi les principaux pays dans la négociation, la Norvège s'est avérée le pays le plus constructif et le plus progressiste, en mettant l'accent à maintes reprises sur la nécessité d'aller au-delà de Doha et de Monterrey en incorporant des initiatives de suivi. Des efforts ont également été déployés par la Suisse pour aider à trouver des compromis entre les positions de plus en plus polarisées des Etats-Unis et du G-77.

Signification de la « cohérence »

Dans le contexte de la section X sur un « Cadre institutionnel » (antérieurement « Gouvernance du développement durable »), des divergences importantes sont apparues durant les négociations

sur les relations entre les règles de l'OMC et les AEM. Ceci est une des questions clés soulevées à maintes reprises par les groupes de la société civile, qui ont appelé les gouvernements à réaffirmer les domaines de compétence relatifs des AEM et de l'OMC. Les discussions ont porté essentiellement sur le terme « cohérence », proposé par l'UE et appuyé par les Etats-Unis. Le G-77 s'est fortement opposé à ce terme, craignant qu'il puisse ouvrir la voie à l'introduction de cette question à l'OMC, au-delà du mandat convenu à Doha de négocier les relations entre les règles de l'OMC en vigueur et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les AEM.

Le G-77 a plutôt proposé une formulation appelant à constituer la capacité des pays en développement à participer de manière effective aux négociations commerciales. Comme l'a laissé entendre une source, il est très probable que les pays se mettent d'accord sur le concept de « soutien mutuel » - avancé par la suite par l'UE, en réponse aux préoccupations des pays en développement - qui avait également été inclus dans la Déclaration de Doha. Un observateur a souligné l'importance que revêt cette section du texte, en notant qu'elle pourrait devenir le résultat le plus important touchant au commerce dans le Sommet mondial, étant donné que les discussions sur le commerce et la finance dans la section sur la Mise en œuvre n'iront probablement pas plus loin que les textes antérieurement convenus.

#### **La société civile déçue par la concentration excessive sur le commerce**

Les organisations non-gouvernementales (ONG) ont fait part de leur déception croissante face à la position intransigeante des Etats-Unis dans les négociations sur le commerce et la finance. Elles ont fortement critiqué le texte débattu dans le groupe de contact en le qualifiant de « document sur le commerce » qui manquait d'éléments de développement durable. WWF, Friends of the Earth et Oxfam, en particulier, ont reproché à l'UE ce qu'ils ont qualifié de « revirement remarquable » en ce qui concerne les subventions, mettant en parallèle d'une part un engagement antérieur, souscrit lors de la réunion préparatoire pour le Sommet mondial sur le développement durable du Conseil économique des Nations-Unies pour l'Europe, en septembre 2001, en vue de la « suppression » des subventions préjudiciables à l'environnement et qui faussent les échanges, et d'autre part, le fait que l'UE se contente actuellement « d'encourager la réforme des subventions qui ont des effets négatifs considérables sur l'environnement ». Les trois ONG écologiques ont en outre exhorté les gouvernements à reconnaître dans le texte que la libéralisation des échanges ne peut être supposée mener automatiquement au développement durable et qu'elle a déjà eu, en fait, des impacts négatifs sur l'environnement et l'allègement de la pauvreté.

Alors qu'un expert financier affirmait que les dispositions actuelles relatives au commerce et à la finance étaient largement limitées au développement, les ONG ont averti qu'essayer de renégocier Doha et Monterrey était une cause perdue et que les délégués devaient plutôt concentrer leurs efforts sur les questions environnementales comme valeur ajoutée du Sommet mondial. Toutefois, une source dans les milieux de l'environnement a contesté l'utilité du Sommet mondial s'il n'allait pas au-delà de Doha et de Monterrey, laissant entendre que le Sommet mondial pour-

*(suite à la page 21)*



## Sommet du G8: Un plan d'action pour l'Afrique

Le G8 a tenu sa promesse. Le rendez-vous de Kananaskis annoncé en grandes pompes depuis plusieurs mois entre les dirigeants des sept pays les plus riches du globe plus la Russie et quelques représentants africains a bien eu lieu du 26 au 28 juin 2002 dans le village de Kananaskis, au pied des rocheuses canadiennes. Après avoir consacré les travaux de la deuxième journée aux problèmes de l'Afrique et à la nature de l'aide à lui apporter, les dirigeants du G8 ont adopté un plan d'action pour l'Afrique qui, curieusement, rappelle à s'y méprendre, les promesses compilées dans la déclaration du millénium de 2000 et plus récemment dans le « consensus de Monterrey ».

A travers ce plan d'action, les dirigeants du G8 expriment leur détermination à susciter une action internationale énergique pour rassembler les ressources et l'expertise voulues aux fins de donner une impulsion au NEPAD. Ce programme de mobilisation des ressources en faveur de l'Afrique s'articule autour de quatre initiatives fondamentales :

- Consacrer à l'Afrique au moins 50% des 12 milliards de dollars US par an en aide publique au développement supplémentaire promise à Monterrey, soit au moins 6 milliards de dollars supplémentaires de nouvelles ressources.
- Augmenter l'utilisation des subventions plutôt que les prêts pour les pays les plus pauvres et très vulnérables, et verser un milliard de dollars supplémentaire afin de combler le déficit prévu de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).
- S'efforcer d'instaurer, pour tous les produits en provenance des pays les moins avancés, y compris les PMA africains, l'accès en franchise et hors contingent.
- S'efforcer d'améliorer l'accès aux marchés, conformément aux exigences de l'OMC, pour les zones de libre-échange ou les unions douanières africaines.

Comme l'ont pouvait s'y attendre, les promesses de soutien à l'initiative africaine du NEPAD sont assorties d'incitations et d'appels au libre-échange et à l'ouverture des marchés. Le rappel de l'attachement du G8 au programme de développement de Doha et à la totale mise en œuvre du programme de travail de l'OMC réitère que c'est le commerce, plutôt que l'aide, qui peut donner un coup d'accélérateur aux efforts des pays africains pour s'insérer dans l'économie mondiale. Les engagements renouvelés à cet effet concernent d'une part la réduction graduelle de toutes les subventions à l'exportation et des aides nationales qui faussent l'équilibre des échanges, et d'autre part de veiller à ce que les normes de produits nationales ne limitent pas inutilement les exportations africaines. Le G8 obtient en contrepartie de ses promesses, l'engagement explicite des pays africains pour une meilleure gestion de leur affaires publiques, la lutte contre la corruption et la levée des barrières commerciales et juridico-administratives qui entravent l'investissement et la libre circulation des biens en provenance des pays industrialisés. «Le plan d'action est un partenariat. S'ils ne remplissent pas leur part, l'argent ne viendra pas» a affirmé le Premier ministre canadien Jean Chrétien, président en exercice du G8.

Auprès des dirigeants africains présents à Kananaskis, la satisfaction était de mise, même si l'optimisme était des plus mesurés, à

l'image du président nigérian Olusogun Obasanjo. «Nous ne sommes pas à Kananaskis pour attendre une manne magique de nos amis du G8. Notre principale attente est celle d'un soutien dans la durée. Nous savons et acceptons pleinement que la responsabilité première d'améliorer le sort de l'Afrique incombe aux africains.» a-t-il souligné.

Pour le Sénégalais Abdoulaye Wade, le G8 n'avait pas à prendre des engagements financiers. « Lorsqu'ils nous disent qu'ils vont nous aider, je le crois, nous avons toutes les raisons de croire que quelque chose va changer. » a-t-il déclaré. Le Sud africain Thabo Mbeki a souligné pour sa part que l'absence d'engagement financier n'est pas surprenante. « Ce qu'il va maintenant arriver, dit-il, c'est que nous allons nous asseoir et entrer pratiques que nous pouvons prendre. C'est dans ce contexte qu'un calendrier et des volumes de ressources spécifiques seront déterminés ».

Alors que les dirigeants africains se félicitaient des promesses faites par leurs partenaires européens, quelques-unes des Organisations Non Gouvernementales présentes à Kananaskis sont montées au créneau pour exprimer leur déception causée par le manque d'engagement financier du G8. Dans une déclaration publiée à l'issue du sommet, l'ONG Action Aid a affirmé que « la déclaration du G8 est un triomphe pour les pays sceptiques comme les Etats-Unis qui résistent à toute mise en commun de l'aide et préféreraient choisir des formes plus unilatérales de soutien pour l'éducation et la santé ». Sur la question de l'éducation, Action Aid et Oxfam international attendaient des engagements précis en faveur du Plan « Education pour tous » présenté par la Banque mondiale et auquel Oxfam s'est étroitement associé.

Ce plan vise à permettre à plus de 125 millions d'enfants dans les pays pauvres de recevoir une éducation primaire au moins. Son coût annuel est estimé à 4 à 5 milliards de dollars et la Banque mondiale a déjà présenté une liste de 18 pays éligible à un programme.

Au moment où les « grands de ce monde » se rencontraient au Canada, environ 200 représentants de mouvements sociaux et d'Organisations Non Gouvernementales de la sous région ouest africaine et d'Europe se sont retrouvées à Siby, un village malien situé à 52 Km de Bamako. Cette rencontre nommée « sommet des pauvres », en réplique au G8 qui se tenait au même moment, avait pour objectif d'étudier le lancinant problème de la dette africaine et de demander son annulation pure et simple.

Sources :

- « Plan d'action pour l'Afrique du G8 ». <http://www.g8.gc.ca/>
- « Le G8 adopte un plan d'action pour l'Afrique qui n'apporte rien de neuf ». AFP 27-06-02
- « Plan d'action du G8 : nouvelles clés, mêmes accords et mêmes notes ». AllAfrica 04-07-02

**« FARM BILL » : Le retour en force des subventions américaines suscite une vive polémique à l'OMC**

La loi agricole américaine (farm bill) qui a opposé le Sénat et la Chambre des représentants américains a finalement été approuvée

(suite à la page 16)

« *FARM BILL* »... (suite de la page 15)

le 2 mai dernier. Cette loi qui a reçu le soutien du président Bush augmente massivement les subventions publiques américaines et porte à 175 milliards de dollars sur dix ans le total des aides fédérales à l'agriculture, soit une augmentation de 73,5 milliards par rapport au programme précédent. Il s'agit là, selon les observateurs, d'un revirement de taille car il y a dix ans, la loi « *freedom to farm* » avait été votée pour parvenir à une élimination de toutes les subventions à l'agriculture.

La nouvelle loi intègre, sous la forme de trois types d'aides, des subventions exceptionnelles qui étaient accordées jusque là en cas de catastrophe climatique ou de crise grave : un paiement fixe, forfaitaire, indépendant des prix du marché, et qui devrait être relevé ; des aides aux pratiques respectueuses de l'environnement qui devraient également être doublées et un système de filet de sécurité qui correspond à une aide calculée en fonction de la différence entre un prix d'objectif et le prix du marché.

Aux termes de l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC, certaines subventions américaines ne doivent pas dépasser le plafond de 19,1 milliards de dollars par année. Mais, même si la nouvelle loi autorise au département de l'agriculture de modifier ces subventions pour éviter qu'elles n'excèdent les montants permis, elle n'a pas manqué de susciter, dès son approbation, un tollé unanime de la part des partenaires commerciaux des Etats-Unis. Le Canada, l'Australie, l'Union européenne et des membres du groupe de Cairns se sont ouvertement opposés à l'initiative américaine arguant qu'elle est hautement protectionniste et qu'elle bénéficie essentiellement aux riches producteurs de blé, de maïs, de coton et de riz des USA. En effet, avec cette loi, un producteur américain est assuré de recevoir 150 dollars la tonne de blé ou 110 dollars la tonne de maïs quelle que soit la quantité produite. Le gouvernement australien avait ainsi accusé les USA de non-conformité de leur politique avec les engagements souscrits au niveau de l'OMC et avait envisagé de taxer tous les produits agricoles américains subventionnés qui entreraient sur son territoire. Quant au commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, il a déclaré qu'il regrettait énormément cette initiative américaine qui « est en contradiction flagrante avec ce qui a été discuté à Doha ». Le Canada a aussi défendu la même position et son ministre fédéral de l'agriculture a fait savoir que son pays pourrait s'allier à d'autres pour combattre la législation américaine.

Pour tous ces pays, la loi américaine va dans une direction qui va déboucher sur des distorsions graves aux règles multilatérales et contient des éléments d'aide qui sont en réalité des soutiens cachés à l'exportation. Cette situation désavantage au plus haut point les pays en développement et plus particulièrement les PMA dans la mesure où leurs produits, tels que le coton ou le riz, perdent en compétitivité face aux produits américains. En outre, ces soutiens vont permettre aux agriculteurs américains de vendre leurs produits à des prix qui défient toute concurrence, y compris dans les pays en développement.

Alors que les USA sont encore sous le feu de la critique du fait de la loi sur les subventions, ils se sont distingués lors d'une réunion informelle tenue les 3 et 4 juin derniers au Comité de l'agriculture. Ils ont en effet proposé l'élimination en cinq ans des subventions aux exportations agricoles, à partir de 2005, dans le cadre des négociations agricoles en cours. La proposition américaine sti-

pule que les réductions devraient s'effectuer par tranches annuelles de niveau égal, sur cinq ans, après la fin des négociations du cycle commercial de Doha.

L'élimination de ces subventions est une vieille revendication de 18 pays exportateurs agricoles du groupe de Cairns. A Doha, les USA avaient appuyé la demande de ces pays mais c'est la première fois que l'administration américaine fait une proposition aussi précise.

### **Le sommet des chefs d'Etat du COMESA : des engagements en faveur du commerce et de l'agriculture**

Les chefs d'Etat et de gouvernement de neuf pays africains membres du COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) se sont réunis les 23 et 24 mai à Addis Abeba, en Ethiopie, pour le septième Sommet des Chefs d'Etat. Le thème du sommet était « la promotion du commerce et de l'investissement » dans la Zone de libre-échange de neuf pays du COMESA. Parmi les sujets au menu des discussions figuraient, entre autres, la création d'un fonds destiné à compenser les pertes résultant de la participation au bloc commercial, les préoccupations en matière de sécurité alimentaire, la paix dans la région, ainsi que l'élargissement de la zone de libre-échange (ZLE).

La zone de libre-échange a été lancée en octobre 2000, avec la participation de neuf Etats du COMESA : Djibouti, Egypte, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Soudan, Zambie et Zimbabwe. La communauté plus large des 20 Membres du COMESA comprend également l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, l'Erythrée, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, le Swaziland et l'Union des Comores. Bien que n'étant pas encore membres de la Zone de libre-échange, ces derniers pays ont entre eux des arrangements commerciaux préférentiels et sont en train de réduire progressivement les droits de douane sur les marchandises produites à l'intérieur du bloc.

Les Etats membres visent à faire évoluer la zone de libre échange du COMESA en union douanière d'ici 2004 et en union monétaire d'ici 2025 qui regrouperait tous les 20 Membres.

### **Stimuler le commerce et l'investissement**

Le commerce et l'investissement étaient au cœur des travaux du sommet. Parmi les résolutions adoptées à l'issue du sommet, une porte clairement sur la volonté des membres de redynamiser le commerce dans la ZLE et traduit leur engagement à accroître le volume des échanges ainsi que l'investissement. A cette fin, les membres ont décidé de mettre sur pied un fond destiné à compenser les pertes de recettes découlant de leur participation à la zone de libre-échange. On s'attend également à ce que le fonds, avec l'assistance du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), aide à stimuler les investissements du secteur privé dans les infrastructures. En outre, les Membres ont appelé à accélérer les consultations en vue de la mise en œuvre du protocole sur la libre circulation des personnes, de la main-d'œuvre et des services.

### **Assurer la sécurité alimentaire**

La coopération dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire a figuré au premier plan de l'ordre du jour du sommet.

Dans l'espoir de donner une impulsion à la production agricole dans la région, les dirigeants ont débattu des mécanismes visant à promouvoir les projets d'irrigation à grande échelle, réduire la dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale, et encourager la spécialisation régionale. Mettant en parallèle les énormes déficits alimentaires entraînés par la sécheresse dans certains pays du COMESA situés au Sud, aux excédents dans certains pays se trouvant à l'Est, Mwencha a ajouté « [nous] devrions développer des régimes qui permettent la libre circulation des produits alimentaires dans la région, et pas seulement quand nous avons des problèmes. »

Dans ce contexte, le renforcement des réseaux de transport a également été identifié comme une priorité - car près des trois-quarts du trafic de marchandises dans le COMESA se fait par la route.

### **Elargir la ZLE et adopter une position commune face aux partenaires extérieurs**

Le sommet a également tenté d'attirer davantage de Membres dans la zone de libre-échange. En dépit de ces efforts, seuls les cinq Etats du Burundi, du Rwanda, de la République démocratique du Congo, de la Namibie et du Swaziland, se sont engagés à adhérer avant janvier 2004. Si les dirigeants africains reconnaissent que le commerce intra-régional entre les neuf pays de la zone de libre-échange, d'un montant de 370 millions de dollars, s'est amélioré en raison de l'établissement de la zone de libre-échange, ils notent toutefois que certains Membres hésitent à y adhérer parce qu'ils craignent la domination de leurs voisins.

Une autre question qui entrave l'élargissement, et la croissance en général, est la complexité des règles d'origine. Le Secrétaire général Mwencha a fait observer que le principal obstacle retardant la mise en œuvre de la zone de libre-échange était les questions des 'règles d'origine' et le recours par certains Membres à de telles dispositions pour bloquer ou retarder les importations. Ce point est en train d'être examiné, afin de permettre la mise en place de la même procédure d'administration de ces règles.

Concernant la question d'une position commune dans les négociations avec les partenaires multilatéraux, le COMESA avait convenu, avec d'autres groupements régionaux tels que la SADC (Southern African Development Community), d'adopter une approche commune dans les négociations à l'OMC, avec l'Union européenne et les Etats-Unis, dans le cadre de l'AGOA - Africa Growth and Opportunity Act - (aux termes duquel les pays remplissant les conditions peuvent exporter vers les Etats-Unis, en franchise de droits et de quotas des produits, notamment textiles faits de fil américains, ainsi qu'une quantité limitée de vêtements faits à partir de textiles fabriqués dans le pays en question).

Sources:

« communiqué final du 7ème sommet des chefs d'Etat du COMESA », AllAfrica, 30-05-02

Bridges weekly, vol 6, number 20, 28 may 2002

### **UE/ACP: Unité et solidarité, tels sont les maîtres mots du mandat de négociations des pays ACP avec l'Union Européenne**

La proposition de mandat ACP pour la négociation des accords de partenariat économique avec l'Union Européenne a été soumise,

le 27 juin 2002, à l'approbation du Conseil des ministres ACP. Elle élabore les objectifs, stratégies et moyens d'action que les Etats ACP doivent adopter durant les négociations ainsi que les principes qui devront les régir. Voici les lignes de force de ce projet de mandat ACP qui constitue le pendant aux directives de négociation de l'UE.

### **Objectifs, stratégies et moyens d'action des ACP au service des négociations commerciales**

**Objectifs :** Réaliser un développement durable, éliminer la pauvreté dans les Etats ACP et promouvoir leur intégration progressive et harmonieuse dans l'économie mondiale - le groupe ACP établira, dans les négociations, une véritable corrélation entre le commerce, le développement, l'investissement et l'éradication de la pauvreté.

**Stratégies :** Tout engagement ACP dans les négociations commerciales avec l'UE sera subordonné à la prise en compte de facteurs extérieurs à ces négociations mais susceptibles d'influer sur leur cours, tels que les négociations à l'OMC qui devraient être terminées d'ici au 1er janvier 2005, l'élargissement de l'Union qui devrait intervenir en 2004, la réforme de la politique agricole commune de l'UE, le réexamen du système de préférences généralisées en 2004, les processus d'intégration régionale dans plusieurs régions/sous régions ACP dont certaines devraient déboucher sur la mise en place d'unions douanières, les négociations commerciales entre les pays ACP et des tierces parties (les Caraïbes, par exemple, négocient actuellement un accord de libre-échange des Amériques).

**Moyens d'action :** Les Etats ACP doivent acquérir ou développer une capacité à négocier et mener des études approfondies non seulement au plan régional mais aussi au plan national, afin de déterminer l'impact de la libéralisation du commerce sur les économies des différents Etats ACP (y compris sur les différents secteurs de leur économie), les adaptations qu'ils devront entreprendre, les coûts de ces adaptations et les mesures à prendre afin qu'ils puissent tirer bénéfice des APE.

### **Principes de négociation**

**L'unité et la solidarité du groupe ACP :** Elles guideront la négociation des APE car elles constituent son pouvoir de négociation avec l'UE comme à l'OMC, où les ACP continueront à promouvoir et préserver leurs intérêts dans le cadre du programme de travail post-Doha.

**Préservation de l'acquis de Lomé :** Les Etats ACP sont attachés à la préservation de l'acquis de Lomé. L'accord de Cotonou lui-même stipule que les Accords de partenariat économique doivent concourir à améliorer l'accès au marché. Les Etats ACP considèrent donc qu'ils ne peuvent avoir moins que ce dont ils bénéficiaient jusque là et souhaitent notamment obtenir la simplification et l'amélioration des règles d'origine.

**Compatibilité des APE avec les règles de l'OMC :** les ACP demandent que ce principe soit réaffirmé et que les règles de l'OMC soient améliorées, notamment celles relatives aux accords commerciaux régionaux, pour prendre mieux en compte la dimension

(suite à la page 18)



UE/ACP: Unité et solidarité... (suite de la page 17)

développement. Ils appellent à une concertation avec l'Union pour soutenir la position ACP sur cette question.

**Flexibilité:** étant donné que 40 sur les 76 ACP susceptibles de négocier sont des PMA (pays les moins avancés), l'Union devrait faire preuve de flexibilité durant les négociations.

**Priorités de l'intégration régionale:** les ACP considèrent que les processus d'intégration régionale doivent avoir la priorité sur les APE dans le cadre des engagements qui seraient pris envers l'Union en matière de libéralisation commerciale, l'objectif étant de consolider le processus en cours dans les différentes régions et non de les entraver.

**Traitement spécial et différencié:** ce traitement spécial en faveur des Etats ACP doit être fondé sur l'équité et la prise en compte des différents niveaux de développement. Il devra s'accompagner d'un traitement particulier pour les PMA et les petits pays enclavés ou insulaires vulnérables.

**Additionnalité des ressources au titre de l'ajustement:** Eu égard aux problèmes d'adaptation qu'entraînera la mise en oeuvre des APE pour les pays ACP (pertes de revenus, chômage, nécessité de moderniser les structures de production et de créer les capacités institutionnelles requises), les Etats ACP considèrent que des ressources financières additionnelles devront leur être fournies pour les aider à faire face aux coûts d'ajustement.

### Echéancier

Les ACP souhaitent négocier en deux temps

**Septembre 2002- septembre 2003 :** Première phase de négociation avec tout le groupe ACP pour identifier les questions d'intérêt commun, les principes, les objectifs, la portée et le contenu des APE ainsi que le financement des coûts d'adaptation des économies ACP.

**2003-2007 :** Seconde phase de négociation régionale avec les Etats ACP en mesure d'engager ces négociations. Elle porterait notamment sur les négociations tarifaires et autres engagements sectoriels spécifiques au plan national ou régional ainsi que sur les questions spécifiques des pays ou régions ACP.

Le lancement des négociations aura lieu le 27 septembre 2002 lors d'une session ministérielle conjointe ACP/UE (consacrée à la cérémonie d'ouverture et l'organisation des travaux), précédée d'un Conseil extraordinaire des ministres ACP (25-26 septembre), lui-même précédé d'un Comité ministériel commercial conjoint ACP/UE dont la date est à préciser. Les ACP jugent nécessaire de faire le point des négociations au fur et à mesure qu'elles avancent et d'adapter les orientations en conséquence. Deux exercices de révision seraient donc prévus: le premier en septembre 2003 à l'issue de la première phase de négociation, le second en septembre 2006.

### Structures de négociation

Le mandat recommande que les structures de négociation existantes, rouées à cet exercice, soient maintenues et renforcées.

Ainsi, le Conseil des ministres ACP sera l'organe politique des négociations, assisté par le Comité ministériel commercial (formation restreinte du Conseil composée de 18 ministres). Au niveau technique, les négociations seront conduites par le Comité des ambassadeurs ACP, avec l'appui des ambassadeurs à Genève. Le Secrétariat ACP assurera la coordination inter-institutionnelle pendant toute la durée des négociations (avec tout le groupe ACP pendant la première phase et entre les organes de négociation au niveau des régions pendant la deuxième phase).

### La survie du coton africain entre conflits et coopération : Quelles voies à suivre ?

Réunis pour une concertation sur le coton les 25 et 26 juin 2002, les ministres de l'agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC), ont adopté, un Mémoire élaborant une stratégie commune pour faire face à la concurrence des producteurs occidentaux.

Le ministère ivoirien de l'agriculture, Sébastien Dano Djédjé – responsable, dans le cadre de la CMA/AOC, de la compétitivité des produits agricoles d'exportation –, qui présidait cette conférence régionale, s'est engagé dans ce texte à «entreprendre la préparation d'un dossier à introduire auprès de l'Organe de règlement des différends de l'OMC, et pour les négociations bilatérales avec l'Union européenne et les Etats-Unis sur le dossier des subventions de la filière coton».

Le coton joue un rôle important dans la croissance de l'économie et dans le développement des zones rurales en Afrique de l'ouest et du centre qui a produit en 2001/2002, 991 000 tonnes de coton fibre, ce qui représente environ 5% de la production mondiale avec un taux d'exportation de 95%. Dopées par des cours internationaux rémunérateurs et par la dévaluation du Franc CFA au début des années quatre vingt dix, la rentabilité des filières cotonnières s'est dégradée de façon brutale à partir de 1998/1999. Dans ce contexte, les producteurs de coton d'Afrique de l'ouest et du centre risquent d'être rejetés du marché mondial au profit de ceux peu compétitifs mais largement subventionnés dans certains pays.

Aux Etats Unis, premier producteur mondial de coton, le nouveau "Farm Security Investment Act of 2002" plus connu sous le nom de « Farm Bill », signé par le président Bush le 13 mai 2002, prévoit une augmentation de près de 70% des aides apportées aux fermiers américains, soit 180 milliards de dollars US sur 10 ans. Une des conséquences directes de cette mesure de politique commerciale américaine pourrait être l'affaiblissement de la filière cotonnière africaine et l'annulation des efforts de réduction de la pauvreté dans les zones rurales. Pourtant, la filière cotonnière africaine a bénéficié d'améliorations techniques et de progrès technologiques en matière de ramassage, égrenage, intrants, etc., mais 70% de la production mondiale bénéficient encore de subventions directes dont elle ne bénéficie pas. Les producteurs américains produisent de fait plus pour recevoir des subventions que pour vendre.

L'action des pays africains vise à engager «l'élaboration d'un plaidoyer pour le respect des réglementations internationales par les grands producteurs». Car, soutiennent ils, « les subventions prati-

(suite à la page 21)

*ADPIC : Le groupe africain propose des solutions ... (suite de la page 1)*

leur obligation au titre de l'Article 70.9 d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour tous nouveaux médicaments pendant la période durant laquelle ils n'accordent pas la protection conférée par un brevet.

En effet, si l'Accord sur les ADPIC accorde aux pays en développement des délais supplémentaires pour l'octroi de la protection conférée par les brevets aux produits pharmaceutiques, ceux-ci doivent malgré tout autoriser les inventeurs à déposer des demandes de brevets durant la période en question. Si les autorités d'un pays approuvent la vente d'un nouveau médicament, le déposant de demande de brevet doit se voir accorder des droits exclusifs de commercialisation pendant cinq ans même s'il n'existe pas de brevet. La controverse qui avait suivi l'adoption du paragraphe 7 de la Déclaration ministérielle sur l'accès aux médicaments portait sur le point de savoir si le délai de 2016 concernait également cet article 70.9. Bien que les PMA aient toujours défendu la thèse selon laquelle le paragraphe 7 concerne aussi l'article 70.9, ils ont finalement accepté la solution du «waiver» qui sera réexaminée à la prochaine ministérielle puis annuellement.

*Eclairages sur les négociations commerciales ... (suite de la page 3)*

tion administrative, définies dans le Protocole N° 1 de l'annexe V de l'Accord de Cotonou' (section 3.4).

Les règles d'origine de l'Accord de Cotonou sont plutôt complexes, et différentes de celles du système généralisé de préférences (SGP) et de l'Initiative Tout sauf les armes. Pour être en mesure de tirer profit d'un marché de l'UE libéralisé, les pays ACP ont besoin de règles d'origine simples dont l'administration est aisée.<sup>2</sup>

Le mandat implique-t-il que les règles d'origine pour les APE devraient être similaires à celles qui prévalent actuellement dans le cadre de l'Accord de Cotonou ? Si c'est le cas, ceci serait-il compatible avec l'engagement de la Commission dans le mémorandum d'explication, selon lequel 'les APE devraient également viser à simplifier les prescriptions et procédures relatives aux importations et aux exportations' (section 3, p. 4) ?

Les règles d'origines seront-elles identiques pour tous les APE ? Ceci concorderait avec le principe énoncé dans le mémorandum explicatif (section 1) 'aux termes duquel les APE en vigueur devraient être étendus et fusionnés en conformité avec les progrès réalisés dans l'intégration régionale au sein des ACP'.

### **Facilitation des échanges**

La section 3.5 de la proposition de mandat de la CE indique que 'Les négociations viseront à simplifier toutes les prescriptions et

procédures relatives aux importations et aux exportations, [...] en s'inspirant des normes internationales les plus élevées [...]'.

On peut douter de la capacité des pays en développement et des PMA à appliquer les normes internationales les plus élevées.

### **Commerce des services**

La Commission propose une libéralisation progressive, réciproque et asymétrique du commerce des services, sans toutefois spécifier la méthode de négociation. Les négociations reposeront-elles sur une approche de 'liste positive', comme cela est suivi à l'OMC pour l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), qui prévoit une négociation étape par étape des engagements d'accès aux marchés à des fournisseurs étrangers. Et plus généralement, quels avantages les ACP pourraient-ils tirer d'un APE, qu'ils ne pourraient pas tirer de l'AGCS ?

### **Autres sujets de préoccupation pour les ACP**

Enfin, la proposition de mandat de la CE omet de prendre en compte ou reste vague sur plusieurs sujets de préoccupation possible pour les ACP. Une question majeure a trait à l'impact potentiel d'une réforme de la Politique agricole commune (PAC) sur le contenu des APE, sachant que le commerce agricole est d'une importance vitale pour les pays ACP.

A l'exception d'une référence explicite (section 3.2 du projet de directives de négociation) à un examen cas par cas de 'l'impact potentiel des mécanismes de restitution à l'exportation sur le processus de libéralisation des échanges', l'agenda de la PAC est pratiquement absent de la proposition de mandat.

Un autre aspect négligé par la Commission est l'impact des APE sur les recettes fiscales, et la nécessité potentielle de mesures d'ajustement pour les politiques fiscales dans les pays de ACP. Le débat sur les mesures de soutien destinées à prendre en compte les contraintes de l'offre dans les pays ACP est également susceptible de faire peser des pressions sur la Commission pour la révision de la programmation du FED.

### **Adoption des mandats de négociation**

Il reste à voir comment les questions ci-dessus seront prises en compte dans le mandat de négociation qui sera adopté par les Etats Membres de l'UE. Des clarifications et une plus grande flexibilité seront probablement les deux éléments que les pays ACP rechercheront.

Dans le même temps, le Groupe ACP a également convenu, au niveau interne, d'une structure générale et d'un mandat pour les négociations APE. Ceci ne sera pas une tâche aisée. Pour faciliter les choses, le mandat initial des ACP pourrait prendre configuration plus générale, en établissant les principes pour les négociations et repoussant à un stade ultérieur les nombreuses modalités de négociation.

Le contenu ultime des mandats des ACP et de l'UE – et donc les perspectives de négociations constructives – dépendront de la volonté de toutes les parties de prendre en compte de manière sérieuse les questions du commerce et du développement dans les négociations APE.

<sup>2</sup> Dans une étude récente du CEPS sur les effets protecteurs des règles d'origine restrictives adoptées dans les accords commerciaux de l'UE, Paul Brenton et Miriam Manchin soutiennent que les régimes commerciaux préférentiels antérieurs ont été inefficaces pour fournir un accès amélioré au marché de l'UE, essentiellement en raison des réglementations restrictives, en particulier les règles d'origine. Brenton, Paul et Miriam Manchin, 'Making EU Trade Agreement Work : The role of rules of origin', Document de travail du CEPS, N° 183, mars 2002. <http://www.ceps.be/Pubs/2002/WD183.PDF>

*Pour ou contre une protection ... (suite de la page 5)*

- Le niveau et la fréquence du recours aux IG aura tendance à augmenter avec le temps – comme c’est le cas pour tout autre DPI. Toutefois, étant donné leur caractère limité, le nombre d’IG restera probablement restreint (considérez, par exemple, les près de 770 appellations d’origine en 1999, par rapport aux marques de fabrique existantes, estimées à 6 millions).

- Il reste la dernière raison pour s’opposer à l’extension des IG : ‘les conflits potentiels évidents entre les producteurs de différentes régions’. Étant donné la longue histoire de la circulation des produits agricoles, c’est une question pertinente qui a été soulevée à maintes reprises (presque exclusivement dans le contexte des vins) par les pays d’Amérique latine et par l’Australie. La mise en application des IG mènera à une certaine perturbation du commerce/de la production ainsi qu’à des contraintes sur l’accès aux marchés. Cette conséquence négative pour des producteurs choisis est un ‘coût’ de la protection de la propriété intellectuelle, qu’il s’agisse de brevets, de marques de fabrique ou d’IG. Dans le dernier cas, la longue histoire de la migration humaine et de la circulation des ressources phylogénétiques qui est associée fait de ceci un problème grave et épineux. Le cas des vins est pertinent car il y a des régions du ‘nouveau’ monde qui ont un nom identique aux régions du ‘vieux’ continent. Il n’y a pas de règles claires de l’OMC sur ‘l’homonymie des indications géographiques’, bien que l’article 23.3 prévoit une protection pour chaque indication. Il est à espérer que les négociations requises par Doha sur l’établissement d’un système multilatéral de notification et d’enregistrement fournissent une solution acceptable à ce problème. Manifestement, le dilemme ‘vieux’ monde/‘nouveau’ monde sur les IG pour le vin reste une pierre d’achoppement importante pour les préoccupations d’autres Membres de l’OMC recherchant l’extension des IG.

### Les IG offriraient-elles une protection efficace ?

Ceci nous laisse face à la question fondamentale qui sous-tend le vif intérêt manifesté par les demandeurs pour rechercher l’extension des IG : l’inclusion de produits autres que les vins et spiritueux dans le champ d’application de la protection des IG du type de l’article 23 sera-t-elle efficace et économiquement profitable ? Faisant référence au fonctionnement actuel de l’article 22, les détracteurs de l’extension laissent entendre que « une imitation libre et juste du produit rehausse souvent la valeur intrinsèque (premium ? ) de l’IG véritable’ (IP/C/W/289). Dans certains pays opposés à l’extension, tels que les États-Unis et le Canada, les marques de fabrique de certification permettent de protéger une gamme diverse de produits ayant une indication géographique, notamment le thé Darjeeling, le fromage Stilton, le chocolat Suisse, le thé de Ceylan et les oranges de Floride. Néanmoins, les réglementations en vigueur dans ces pays permettent également des expressions telles que ‘style’, ‘type’ et ‘cultivé en Amérique’ qui diluent les IG et posent le risque de la reclassification comme générique, comme cela s’est produit avec le basmati.

En outre, il y a des exceptions aux obligations aux fins des articles 22 et 23, qui incluent celles relatives aux périodes transitoires, les clauses de l’antériorité (‘grandfather clauses’) et l’article 24. Ce dernier permet la reclassification d’une IG comme générique au motif de l’utilisation coutumière, ou là où l’utilisation existe antérieurement à l’entrée en vigueur de l’Accord. Si ces exceptions sont nécessaires pour équilibrer des intérêts divergents, les demandeurs d’extension des IG doivent en considérer attentivement

l’effet net. À cet égard, l’expérience de l’UE avec les États-Unis et le Canada est pleine d’enseignements. Le Canada s’est servi des exceptions figurant dans l’article 24 pour classer comme génériques 22 appellations de vins et 15 de spiritueux (cf. IP/Q2/CAN/1). Il ne fait aucun doute que les avantages possibles pour ceux qui cherchent l’extension des IG dépendront de l’utilisation de ces exceptions par d’autres Membres et de la manière dont un groupe spécial de règlement des différends pourrait interpréter les exceptions. S’assurer l’extension des IG pour d’autres produits ne protégera pas automatiquement les marchés extérieurs.

Une dernière critique de la demande d’extension des IG est que le fait qu’une IG ne soit pas protégée dans le pays d’origine supprime l’obligation de fournir la protection de l’IG sur les marchés extérieurs. Ceci est clairement un obstacle fondamental auquel sont confrontés les demandeurs, dont beaucoup sont des pays en développement. Malheureusement, on dispose de peu de données fiables sur le statut des réglementations sur les IG dans les pays en développement (très peu d’entre eux ont rendu compte du statut de la réglementation sur les IG au cours du dernier réexamen mené par le Secrétariat de l’OMC en avril 2001 (IP/C/W/253)). En outre, les demandeurs doivent reconnaître que l’exploitation des avantages potentiels à l’OMC dépend de manière substantielle des mesures proactives. Dans le cas des IG, il sera utile de consacrer des ressources à mettre sur pied, maintenir et appliquer des normes de produits, créer une marque et surveiller son utilisation sur les marchés extérieurs. Des facteurs tels que ceux-ci sont des conditions préalables pour le développement d’une IG valable. Le fait de disposer des IG ne mènera pas automatiquement à la réussite économique. De même qu’il y a un grand nombre de brevets et de marques de fabrique inutiles, il y aura de nombreuses IG qui n’entraîneront pas de retombées économiques.

Pour conclure, il y a des arguments solides pour répondre à la demande de l’extension des IG car le système en vigueur est discriminatoire et la nouvelle série de négociations a été qualifiée de ‘round du développement’. Toutefois, les demandeurs doivent faire face à deux points clés : (a) la protection nationale des IG est une condition préalable cruciale ; et (b) l’exploitation de l’option IG nécessite des investissements significatifs. Seules certaines IG sont susceptibles d’entraîner des retombées économiques. En outre, l’impasse concernant l’homonymie des indications géographiques entre le ‘vieux’ et le ‘nouveau’ monde reste une pierre d’achoppement dans la progression des négociations.

### Accès aux marchés... (suite de la page 10)

tarifaires et non tarifaires. La réunion de novembre sera, quant à elle, vraisemblablement consacrée aux modalités possibles pour les négociations sur l’accès aux marchés.

La proposition du Président du 11 avril comprenait également la programmation d’une session de bilan en décembre 2002 et de trois réunions en 2003 : 19-21 février, 19-21 mars et 23-25 avril. Toutes les réunions de 2003 porteront sur les modalités, en commençant par une revue des modalités possibles sur la base d’un document préparé par le Président.

Le Président, l’Ambassadeur Pierre-Louis Girard de la Suisse - nommé officiellement Président du Groupe lors de la réunion des 10-11 avril - n’ayant pas été en mesure de susciter un consensus autour de sa



proposition, poursuivra les consultations dans ce domaine, pour tenter d'arriver à un accord à temps pour la réunion du Comité des négociations commerciales, le 24 avril.

### Produits environnementaux

Bien que la question des produits environnementaux n'a pas été soulevée lors de la session du Groupe de négociation, un diplomate a déclaré qu'il y avait une possibilité pour que le Groupe envisage une analyse des produits environnementaux comme une catégorie à part, mais qu'il subsistait de grandes questions de définition. « Il serait un peu difficile de définir ce que l'on pourrait classer comme produit environnemental, car c'est une question transversale », a expliqué la source « mais la difficulté réelle est d'amener d'autres membres clés à s'impliquer. « La source a fait référence à une classification sectorielle des produits environnementaux déjà identifiée lors du Forum Asie-Pacifique de coopération économique (APEC) comme point de référence potentiel. Un autre délégué a déclaré que ceci était un domaine où le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) pourrait être en mesure de fournir une orientation.

La réduction ou l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires pour les produits environnementaux fait partie du mandat de l'Environnement, au titre du paragraphe 31(iii) de la Déclaration de Doha. Mais le problème en suspens est de savoir comment les membres vont l'aborder dans ce domaine.

### Sommet mondial du développement durable... (suite de la page 14)

rait compléter les deux autres processus en fournissant des principes directeurs pour une évaluation environnementale des négociations de l'OMC et en procédant à cette évaluation. La source a également ajouté que le Sommet mondial pourrait aider à rehausser la cohérence entre gouvernance économique et gouvernance environnementale, en particulier entre les règles de l'OMC et les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et aider à définir plus en détail le type d'assistance technique et de renforcement de capacité nécessaire pour garantir que les politiques commerciales viennent en appui du développement durable.

Concernant la déclaration politique du Sommet, WWF a appelé les délégués à spécifier clairement que les mesures commerciales prises aux fins des AEM devaient être compatibles avec les règles de l'OMC, à moins qu'il y ait des preuves massives que leur application impliquait une discrimination arbitraire et injustifiable et à renforcer les mécanismes de règlement des différends, d'observation des engagements et de mise en application dans les AEM. WWF a également souligné qu'il était nécessaire pour les gouvernements d'affirmer que « la libéralisation économique mondiale » était un « processus impulsé et contrôlé par les gouvernements nationaux », que les gouvernements doivent utiliser, avec d'autres instruments de politique « pour assurer un plus grand bien-être social et environnemental ».

### Encore à venir ...

Le Sommet mondial aura lieu du 26 août au 4 septembre à Johannesburg, en Afrique du sud. Selon des sources dans les médias, une réunion de pré-sommet au Brésil est actuellement prévue pour fin juin, impliquant, semble-t-il la Suède, le Brésil et l'Afrique du sud. On s'attend à ce que les Chefs d'Etat assistant à la réunion publient un communiqué destiné à encourager leurs pairs à se joindre à eux à Johannesburg.

Les documents de la réunion sont disponibles à :

<http://www.johannesburgsummit.org> et <http://baliprepcom.org>. Pour une couverture quotidienne, voir les Liens IISD à : <http://www.iisd.ca/2002/pc4/> Couverture par la Société Civile de la réunion : « Eco-equity » et « Taking Issue », <http://www.sdissues.net/SDIN/>.

### La survie du coton africain... (suite de la page 18)

quées dans les pays de l'OCDE sont en contradiction avec les règles de l'OMC ». En conséquence, l'ORD pourrait être saisi même si la solution des négociations bilatérales avec les autres protagonistes est à envisager.

### L'option risquée d'un contentieux

Les pays africains ont la faculté, comme ils le suggèrent dans le Mémoire, de saisir l'Organe de Règlement des différends de l'OMC pour l'établissement d'un groupe spécial. Cette option a vraisemblablement peu de chance d'aboutir.

### L'impossibilité d'une action collective

Il faut d'abord noter que seuls les Membres de l'OMC pris individuellement peuvent demander l'établissement d'un groupe spécial. Que la CMA/AOC soit reconnue comme organisation politique ou économique ou comme groupement d'intérêts ne lui confère pas une capacité de saisine. Ceci est aussi valable pour la CEDEAO ou l'UEMOA. Si la stratégie adoptée peut être commune et globale, la requête ne pourra pas l'être. Tout au plus, pour éviter l'écueil d'une plainte individuelle d'un pays qui ne contenterait pas les autres, il est possible pour chaque pays exportateur de coton de déposer sa propre plainte ou de prendre part au différend à titre de tierce partie comme l'y autorise l'article 10 du Mémoire d'Accord.

### Les subventions, à leur niveau actuel, ne sont pas illégales

Sur le fond, force est de constater également qu'une action auprès de l'organe de règlement des différends aurait peu de chances d'aboutir. S'agissant des subventions européennes, Pascal Lamy, commissaire européen au commerce, s'est empressé de rappeler que, « la production de coton de l'UE représente seulement 2% de la production mondiale et a donc un effet minime sur le prix mondial. De plus, l'Union européenne a un mécanisme qui dissuade ses producteurs de produire au-dessus d'une certaine quantité ». Ces subventions restent en outre conformes au niveau consolidé à la partie 4 de des listes d'engagement de l'UE, même si on peut regretter qu'un effort spécial ne soit pas fourni. Elles sont donc « légales » au sens de l'OMC.

En ce qui concerne les Etats-Unis, la problématique est plus compliquée dans la mesure où les subventions américaines ont connu récemment une forte augmentation de 70%, à travers le nouveau Farm Bill. Elles vont, sur ce point, à l'encontre de l'esprit de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'agriculture qui engage les membres « à mener des négociations globales visant à: des améliorations substantielles de l'accès aux marchés; des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif; et des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges ». Pourtant, ici aussi, ces subventions restent, pour l'instant, en dessous du niveau

(suite à la page 22)

*La survie du coton africain... (suite de la page 21)*

consolidé de soutien auquel se sont engagés les Etats-Unis lors du Cycle de l'Uruguay. L'UE bien que pénalisée au même titre que d'autres pays (le Canada pour son bois, le Brésil pour son soja) l'a compris et n'envisage pas de saisir l'organe de règlement des différends de l'OMC. «Pas à ce stade», précise Willy Hélin, porte-parole de la Commission à Washington, dans la mesure où le montant des aides est en deça du seuil légal autorisé; mais ce plafond, ajoute-t-il, «pourrait bien être crevé dans les années à venir, car la loi est basée sur des estimations de prix optimistes».

A ce stade, une action au niveau de l'OMC semble donc prématurée. Elle aurait non seulement peu de chances d'aboutir, mais elle contribuerait à la radicalisation des positions et à une asphyxie totale du coton africain. La voie du salut semble être celle des négociations.

### **La voie porteuse de la négociation**

Le voie la plus directe consiste vraisemblablement pour les pays africains de négocier, dans le cadre des pourparlers agricole, en cours actuellement à l'OMC, une réduction effective des soutiens à l'agriculture. Cette stratégie multilatérale à l'avantage de permettre aux pays africains de chercher des alliances auprès d'autres pays en développement et d'accroître ainsi leurs poids dans la négociation. Il ne s'agit pourtant pas de la seule option. Les pays africains peuvent également explorer les voies de négociation bilatérales, notamment dans le cadre des négociations de Cotonou ou de l'AGOA avec les Etats Unis.

### **Négociations avec les Etats Unis : saisir la perche AGOA**

Le contexte actuel dominé par la propagation des préférences commerciales américaines à travers l'AGOA qui accorde une place prépondérante au textile africain pourrait permettre une mise en commun des intérêts enchevêtrés des deux parties. On peut se demander, en effet, quelle logique américaine pourrait justifier la contradiction manifeste entre la promotion unilatérale du commerce du textile africain et l'hypothèque que ferait peser sur lui le nouveau Farm Bill ? L'accès de plus en plus facilité du marché américain aux PMA relève d'une politique commerciale globale qui tient compte de la faible compétitivité des petites économies et de leur difficultés à s'adapter au cadre commercial concurrentiel existant. A travers l'AGOA, et bien que les conditions d'éligibilité établies prêtent à discussion, les Etats Unis initient un système de préférences commerciales à l'endroit de l'Afrique. Cette nouvelle logique devrait pouvoir permettre l'inclusion d'un régime d'exemption dans le Farm Bill qui tienne compte des vellétés de survie du coton africain. Le Farm Bill embrasse divers produits agricoles. Il ne postule pas une protection spéciale des producteurs de coton américains. Pour les pays africains, engager des négociations bilatérales sur la base de considérations qui ne sont pas strictement commerciales pourrait mener à une solution mutuellement acceptable.

Négociations avec l'Union Européenne : renforcer la coopération L'autre option à explorer est celle offerte par les négociations de Cotonou qui doivent débiter en septembre de cette année. Ces négociations comprendront à la fois une dimension commerciale - où le volet agricole ne saurait être exclu - et une dimension de coopération qui pourrait se traduire en un soutien de l'UE à la filière cotonnière africaine. Cette assistance pourrait prendre la forme d'aides pour soutenir la filière coton dans sa dimension régionale en cherchant à diminuer les coûts de production. L'abord du problème vis à vis de l'UE devrait donc plutôt tendre vers la coopération.

### **Deuxième Sommet de la FAO Pour un meilleur accès des produits africains aux marchés internationaux**

Le deuxième sommet de la FAO, (Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture) s'est tenu à Rome en Italie du 10 au 13 juin 2002. 181 pays étaient représentés dont 74 par leur chef d'Etat ou de gouvernement et 248 ministres.

Rappelons que la FAO s'était fixée comme objectif, lors du premier sommet mondial en 1996, de réduire à 400 millions le nombre des habitants de la planète souffrant de la faim à l'horizon 2015.

815 millions de personnes - 777 millions dans les pays en développement, 27 dans les pays en transition (anciens pays de l'Est) et 11 dans les pays développés - sont encore aujourd'hui touchées par ce fléau. A la cadence actuelle, elles seront 600 millions de personnes à l'horizon 2015.

A l'ouverture du sommet, la majorité des chefs d'Etat africains ont plaidé en faveur d'un meilleur accès des produits des pays en développement aux marchés internationaux et d'un allègement de la dette.

Le président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, a lancé une offensive diplomatique contre les barrières douanières de l'Union européenne et des Etats-Unis à l'encontre des produits en provenance des pays en développement.

Le président ougandais Yoweri Museveni a exprimé les réserves de son pays sur la déclaration adoptée par le sommet et réaffirmant l'engagement, pris en 1996, de réduire de moitié - soit 400 millions de personnes - le nombre des victimes de la faim dans le monde, «puisque celle-ci n'a pas fait du problème de l'accès aux marchés une priorité, contrairement à nos attentes». Le président nigérian Olusegun Obasanjo a, pour sa part, appelé les pays développés «à s'attaquer au fossé de la dette des pays en développement» afin que ces derniers soient en mesure de dégager des fonds pour appliquer des programmes de développement.

Le directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), le Sénégalais Jacques Diouf, a dénoncé les «promesses non tenues» après le sommet mondial de l'alimentation de 1996 pour diminuer la faim dans le monde de moitié à l'horizon 2015.

«A l'heure de vérité, six ans après le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, le glas sonne toujours pour la multitude des affamés de la planète Terre. Les promesses n'ont pas été tenues. Pire, les actes contredisent les paroles», a martelé M. Diouf lors de son discours d'ouverture du «Sommet de l'alimentation. «L'engagement solennel avait été pris de ramener à 400 millions en 2015, celles et ceux dont le sommeil agité tient lieu de repas. Hélas, la volonté politique et les ressources financières n'ont pas été au rendez-vous de la solidarité humaine», a déploré le directeur général.

M. Diouf a également mis en cause le manque d'accès aux marchés des pays développés.

«Le programme de Doha pour le développement a suscité un espoir certain de redressement. Espérons qu'en 2005, les négocia-

tions auront abouti à des règles de concurrence loyale dans le commerce agricole mondial», a-t-il dit.

Le directeur général de la FAO a conclu en appelant à la mobilisation d'une «Alliance internationale contre la faim» afin de remettre «le sort des affamés du monde» au centre des préoccupations.

Les dirigeants africains ont trouvé une alliée en la personne du Haut commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson, qui a jugé «indéfendable» que les pays en développement soient confrontés à des barrières douanières, aggravant le problème de la faim dans le monde.

Pour le Président du sommet, le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, cette réunion «Cinq ans après» était «nécessaire» et a été «utile pour avoir un nouvel engagement politique des pays» en faveur de la lutte contre la faim qui touche 815 millions de personnes dans le monde.

Cependant, le groupe des ONG réunies à Rome pour un sommet parallèle ont exprimé leur déception dans une déclaration. Selon les ONG, loin d'avoir analysé et corrigé les problèmes qui ont rendu les progrès impossibles ces cinq dernières années dans la lutte contre la faim, ce nouveau plan d'action fait l'erreur «du même traitement inadéquat avec des prescriptions destructrices qui aggraveront la situation. Pour ces organisations «le plan d'action de 1996 n'a pas échoué à cause d'un manque de volonté politique et de ressources (...) mais parce qu'il soutient des politiques qui conduisent à la faim.»

«Seules des politiques fondamentalement différentes, basées sur la dignité et les moyens d'existence des communautés peuvent mettre un terme à la famine.

A l'Alliance contre la faim proposée par la FAO, les ONG opposent le concept de «souveraineté alimentaire», qu'elles définissent comme «le droit des peuples, communautés et pays à définir leurs propres politiques agricoles, de travail, de pêche, de nourriture et de terres, écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leurs propres circonstances».

Beaucoup de paroles, mais aucune décision : ce constat a été fait par de nombreuses délégations qui ont dénoncé l'absence des leaders des principaux pays bailleurs de fonds.

Les pays riches, en particulier les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), ont été vivement critiqués pour leurs politiques de subventions agricoles et le manque d'accès aux marchés du Nord pour les produits venus du Sud.

Il est apparu clairement au fil des interventions des 181 pays participants que la résolution de ce problème au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) constituait une des clés, au même titre que l'aide directe au développement, de la lutte contre la faim.

Il est pour le renforcement de la coopération entre son organisation et le secteur privé pour lutter contre la faim.

«Les ajustements structurels, les privatisations et d'autres changements majeurs sur le plan politique et économique, comme la mondialisation, ont conduit à la réduction du rôle de l'Etat», a rappelé M. Diouf.

(AFP)

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

### BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

*PASSERELLES entre le commerce et le développement durable* est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif à l'International : Youba Sokona.  
Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah  
Rédaction : Seynabou Mbodj, Cheikh Tidiane Dièye,  
El Hadj Abdourahmane Diouf

Diffusion : Sata Tall

Montage : Noma Camara

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37

Fax : (221) 822-26-95

E-mail : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn)

Web : <http://www.enda.sn>

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492

Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch)

Web : <http://www.ictsd.org>



FUTURO  
LATINOAMERICANO

*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur : Nicolas Lucas

Editrice : Mariá Amparo Albán

Téléfax : (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail : [flla@interactive.net.ec](mailto:flla@interactive.net.ec)



*BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung*, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch. Coordinateur : Rainer Engels

Editrice : Martina Schaub

Tél : (49-228) 60492-0

Fax : (49-228) 60492-19

E-mail : [tradewatch@germanwatch.org](mailto:tradewatch@germanwatch.org)

Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

### BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin hebdomadaire de l'ICTSD sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à : [listserv@iatp.org](mailto:listserv@iatp.org). Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez : [subscribe\\_bridges](mailto:subscribe_bridges). La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.



## Evénements

**26-31 Juillet** : Johannesburg, Afrique du sud : Forum ACP/UE sur la recherche pour le développement durable : Contact : [http:// www.acpsec.org](http://www.acpsec.org)

**30 juillet - 01 Août 2002**: Dakar, Sénégal : Dialogue régional sur le commerce, la propriété intellectuelle et les ressources biologiques en Afrique centrale et occidentale. Contact : ICTSD, Christophe Bellmann, [cbellmann@ictsd.ch](mailto:cbellmann@ictsd.ch) tél. + 41 22 917 84 95, fax : + 41 22 917 80 93, ou [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn), tél : (+221) 823 57 54

**26 Août - 04 Septembre** : Johannesburg : Sommet Mondial sur le Développement durable : Contact : Andrei Vasilyev, UN/DESA, tel : (1-212) 963 -5949, e mail : [vasilyev@un.org](mailto:vasilyev@un.org), Internet : <http://www.johannesburgsummit.org>

**02 au 04 Septembre**, OMC, Genève, Session Spéciale du comité de l'Agriculture

**13 Septembre** : OMC, Genève : Atelier sur le Commerce et l'Investissement

**16 Septembre** : OMC, Genève Session Spécial du Comité sur le Commerce et le Développement

**16 au 17 Septembre** : OMC, Genève : Travaux de groupe sur les relations entre le commerce et l'investissement

**23 septembre-1<sup>er</sup> octobre**, OMPI, Genève, Suisse : Assemblée générale des Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Contact : OMPI, tél. (+4122) 338 91 11, fax : (+4122) 733 54 28. E-mail : [wipo.mail@wipo.org](mailto:wipo.mail@wipo.org), Internet : <http://www.wipo.org>

**27 septembre**, Bruxelles, Belgique, ouverture des négociations ACP-UE sur de nouveaux accords de partenariat économique

**10-11 Octobre** : OMC, Genève : Session Spéciale du Comité Commerce et Environnement

**14-18 octobre**, FAO, Rome, Italie, 9<sup>ème</sup> session de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Contact : [paloma.senor@fao.org](mailto:paloma.senor@fao.org), Internet : <http://www.fao.org>

**21-24 Octobre** : OMC, Genève : Conseil sur le Commerce et les Services

**11-15 novembre**, OMPI, Genève, Suisse : 9<sup>ème</sup> session du Comité des règles relatives aux indications géographiques, aux noms commerciaux et aux dessins industriels. Contact : OMPI, tél. (+4122) 338 91 11, fax : (+4122) 733 54 28. E-mail : [wipo.mail@wipo.org](mailto:wipo.mail@wipo.org), Internet : <http://www.wipo.org>

**9-17 décembre** : OMPI, Genève, Suisse : Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle, des ressources génétiques, des connaissances traditionnelles et du folklore. Contact : OMPI, tél. (+4122) 338 91 11, fax : (+4122) 733 54 28. E-mail : [wipo.mail@wipo.org](mailto:wipo.mail@wipo.org), Internet : <http://www.wipo.org>

## Documents et ressources

AUROIC., SCHUMPERLI YOUNOSSIAN C., le commerce durable : vers de plus justes pratiques commerciales entre le Nord et le Sud, (sous la direction de), IUED, Genève, 2001, 352 pages.

BAIL C., FALKNER R. and MARQUARD H. (eds.): the cartagena protocol on biosafety: reconciling trade in biotechnology with environment and development, April 2002, Contact e-mail: [sustainable-development@riia.org](mailto:sustainable-development@riia.org); tel: +44 (0) 20 7957-5711; Internet: <http://www.riia.org/>.

BARLOW M., CLARKE T: La bataille de Seattle : Société Civiles contre Mondialisation Marchande, Mars 2002

BENITAH, M., The Law Of Subsidies Under The Gatt/Wto System. Contact : <http://www3.sympatico.ca/mbenitah/backcover.htm>.

BERTHELOT J. l'agriculture comme talon d'Achille de la mondialisation : clé pour un accord agricole solidaire à l'OMC «, Paris, Harmattan, 2001.

BERTRAND A., KALAFATIDES L., : OMC, le pouvoir invisible, février 2002, édition Fayard

BEIERLE T., from Uruguay to Doha: agricultural trade negotiations at the World trade organization, published by Ressources pour le futur [http://www.rff.org/disc\\_papers/PDF\\_files/0213.pdf](http://www.rff.org/disc_papers/PDF_files/0213.pdf).

CONFEDERATION PAYSANNE, Pour un commerce équitable, in Campagnes Solidaires, n°162, Avril 2002 <http://www.confederationpaysanne.fr/cs/162somm.htm>

FRIENDS OF EARTH, implication of WTO negotiations for biodiversity, 2002, : <http://www.foei.org/publications/biodiversity/index.html>.

GRINEVALD J., Rio +10 ou Stockholm +30 ? ". Contribution au symposium sur le thème " Croissance du commerce mondial et développement durable sont ils conciliables ? " Genève, 2001.

GROUPE DE BRUGES, Agriculture : Un Tournant Nécessaire, Collection Monde en cours/Intervention, éditions Charles Léopold Mayer, avril 2002

KHOR, M. : The Multilateral Trading System: A Development Perspective, décembre 2001 Contact : <http://www.undp.org/mainundp/propoor/>.

LOUKA E, Biodiversity And Human Rights: The International Rules For Theprotection Of Biodiversity, Mars 2002, Contact: <http://www.transnationalpubs.com/showbook.cfm?bookid=10174>.

OCDE, Préserver la diversité biologique : mettre les marchés au service de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, Avril 2002, 180 pages.

OCDE, Les grandes questions, juillet 2001, 556 pages